



4F

Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile

L'écologie et le poker électoral

Pour éviter la pagaille aux prochaines élections législatives, Philippe LEBRETON, prof. à la fac de Lyon et bête noire de l'EDF, veut proposer aux futurs candidats écologistes une plate-forme demandant, notamment, un moratoire nucléaire – visant centrales ET bombes –, et l'abandon de la filière surgénératrice. Il propose également que les candidats écologistes restent au deuxième tour si les partis de gauche n'ont pas pris position nationalement pour cette plate-forme. Cela comporte un risque. Si, au deuxième tour, les électeurs écologistes votent programme commun pour « voter utile », les écologistes n'auront que peu de voix et le rapport de forces pour des négociations futures sera amoindri. Si, au contraire, les électeurs maintiennent leurs voix sur les candidats écolos, la gauche risque de ne pas passer. Lebreton propose que nous prenions le risque... et espère dans la détermination de cet été. On n'a pas fini d'en parler. G.D.

G.D. : Philippe LEBRETON, quand on ouvre le *Matin de Paris* du 30 mai 77, on voit en première page que vous écrivez à un certain nombre de personnalités écologistes en vue d'une action pour les élections législatives. Pouvez-vous faire le point sur cette action ?

P. LEBRETON : Je voudrais tout d'abord dire qu'il s'agissait d'une initiative privée qui voulait tout simplement mettre les principaux groupes écologiques régionaux au courant de certaines intentions. Je regrette que par suite d'un quiproquo, qui s'est déroulé à Paris, ce document ait été remis à la presse et par là à l'opinion publique; renversant en somme la démarche logique qui consiste à consulter d'abord la base.

G.D. : Vous parlez de base et en même temps de personnalités écologiques...

P. LEBRETON : Dans la mesure où il est impossible d'écrire 50 000 lettres à 50 000 militants en France dont j'ignore d'ailleurs les adresses, je suis parti du principe géographique qui fait que, dans la plupart des régions de France, ne serait-ce qu'à propos du nucléaire, on connaît depuis des années des militants qui travaillent, qui ont à leur actif des réalisations, des luttes, des combats et c'est à ceux-là que j'ai écrit. Je pense que si je cite les noms de Solange FERNEX par exemple, ou de Denise VIAL qui s'est occupée des boues rouges en Corse ou de POLITZER qui s'est occupé de la naissance des CRINS en Bretagne, chacun comprendra que le terme de « personnalités » employé tout à l'heure, devrait être remplacé par « militants actifs ayant fait les preuves de leur efficacité et de leur désintéressement dans la lutte écologique ».

CONTRAINDRE LA GAUCHE

G.D. : Dans votre lettre, il y a la phrase « contraindre la gauche à prendre position contre le nucléaire ». Quelle est votre stratégie vis à vis des partis se réclamant du programme commun ?

P. LEBRETON : Quand on a lancé le test des municipales, c'était un peu, comme on l'a dit à l'époque, une espèce d'avertissement sans frais à la gauche et qui ne tirait pas à conséquence de manière extrême. Mais je crois que maintenant il faut effectivement faire comprendre à la gauche que pour les prochaines législatives, il faudra qu'elle compte avec des gens qui n'ont pas forcément les mêmes idées qu'elle sur les problèmes de la croissance ou sur ceux de l'énergie. On a pu croire pendant un moment que le parti socialiste était plus compréhensif que d'autres vis-à-vis des problèmes de croissance et d'énergie. Il n'empêche que se pose, de toute manière, le problème de l'union de la gauche et des déclarations assez fâcheuses qui ont été faites récemment par MARCHAIS en faveur de l'atome militaire. On a, une fois de plus, la preuve de la collusion entre l'atome pacifique et l'atome militaire. Et monsieur SEGUY a lui aussi voulu railler, comme l'avait fait en son temps monsieur CHIRAC, les écologistes et leur « folklore » à propos notamment de leur opposition au nucléaire. Le programme

commun est en train de se réactualiser. Nous allons voir très vite s'il renie ses opinions nucléaires, mais je pense qu'en fait il est autant développiste et pro-nucléaire que celui de l'autre bord (qui lui, évidemment, n'a plus de preuves à donner de ce côté-là). Nous devons considérer cette gauche comme un ennemi à combattre au même titre que les autres partis.

G.D. : Pourtant Charles HERNU à Lyon a pris position contre Malville...

P. LEBRETON : Charles HERNU change d'opinion comme de chemises. Lorsqu'a été élaboré le programme commun de la gauche, voici cinq ans, il y avait des lignes tout à fait nettes relatives à l'abandon de la force de frappe. Eh bien Charles HERNU est de ceux qui, il y a quelques mois, ont réclamé l'intégration de la force de frappe dans la politique de gauche. Je donne rendez-vous à Monsieur HERNU à Malville, le 30 juillet prochain, sur le terrain. Je crois que nous ne devons pas tomber dans le piège qui consiste, dans chaque circonscription, à avoir les promesses du candidat socialiste local sans que celles-ci soient suivies d'effets au niveau national. C'est cette pulvérisation de l'action qu'il faut craindre, et qui m'a poussé à essayer de tenter la création d'un collectif national qui pourrait exiger de la gauche, si tant est qu'elle soit encore récupérable, des engagements au niveau national et non pas seulement des opportunités locales.



RESTER AU DEUXIEME TOUR

G.D. : A Lyon, les listes écologistes municipales avaient pour titre : « Auto-gérer la cité ». Elles se situaient dans le courant autogestionnaire, courant qui va quand même se rallier au second tour aux partis du programme commun. N'y a-t-il pas là une certaine ambiguïté ?

P. LEBRETON : Il y a deux questions là-dedans. Il faut d'abord s'interroger pour savoir la manière dont le grand public formule la question : est-ce que l'écologie est à gauche ou est-ce qu'elle ne l'est pas ? Je pense qu'il vaudrait mieux se demander si l'union de la gauche est à gauche ou si elle ne l'est pas. Je lisais tout récemment un livre de GARAUDY où il est écrit « ce serait un

COMBAT non-violent

grand malheur si le socialisme, sous prétexte d'être scientifique, soit scientifique et positiviste, c'est-à-dire abandonne lui aussi la réflexion sur les fins. Si cette fausse gauche veut se lancer dans la voie que le capitalisme, au nom du profit, a choisie depuis longtemps, eh bien nous ne serons pas de cette gauche-là et je pense qu'au deuxième tour (ici, j'exprime mon opinion personnelle) il n'y aura pas de désistement. Il y aura au contraire opposition formelle à tout candidat dont le parti ne se serait pas prononcé pour deux choses : d'une part l'abandon de la filière des surgénérateurs, d'autre part l'adoption d'un moratoire sur l'énergie nucléaire en incluant dans ce mot-là aussi bien l'énergie nucléaire pacifique que l'énergie nucléaire militaire.

G.D. : *Quand vous prononcez le mot collectif, cela ne sous-entend-il pas la formation d'un nouveau parti ?*

P. LEBRETON : Non justement, en aucun cas, je pense que ce serait contraire à l'esprit des militants et à l'esprit de l'écologie elle-même. Il n'y a pas dans ce projet l'idée de créer un parti. Il ne s'agit pas de créer quelque chose de bureau, cratique, de centralisé, qui aurait les défauts mêmes que nous reprochons à la société que nous combattons. Il s'agit d'être réalistes, d'être efficaces et le test que j'emploie dans ce domaine est le suivant : « Que souhaitent nos adversaires ? » La réponse est évidente : ils souhaitent avoir en face d'eux des forces éparpillées, divisées, ce qui est le cas actuellement. Il faut donc nous regrouper, non pas pour imposer à nous-même une organisation, mais pour présenter à l'extérieur un front unique. Le collectif se dissoudra automatiquement après les élections législatives. Il veut être simplement un porte-parole pour mieux faire comprendre à ceux que nous combattons à droite comme à gauche, quelles sont nos convictions et quelles sont nos exigences.

G.D. : *Comment ce collectif va-t-il donner son label à ses candidats ?*

P. LEBRETON : Ce n'est pas au collectif de distribuer des labels officiels, mais ce sera aux candidats écologistes eux-mêmes de se déterminer par rapport à la plate-forme commune. Si Chirac ou Mitterrand veulent lancer des sous-marins, nous aurons le test aisé de voir si ces candidats verdâtres adoptent oui ou non cette plate-forme.

Je voudrais enfin m'adresser à ceux qui vont crier à l'électorisme et au vedettariat. Je n'ai personnellement aucune ambition politique et je m'engage à démissionner de suite si jamais j'étais élu député. Je leur demande simplement de devenir un peu adulte et de bien voir la réalité.

S'ils ont des propositions plus concrètes, plus efficaces et plus rapides pour faire reculer cette société que la petite arme électorale que nous tentons de saisir, qu'ils le proposent et surtout qu'ils mènent le concret jusqu'au bout.

Propos recueillis par Georges Didier

Manif interdite.. Manif réussite!

Marseille 4 juin 1977

Marche contre la prison d'Arenc, marche interdite, 2 000 personnes. Un sérieux coup porté à l'arbitraire policier.

Le préfet de police, Camille Michel, avait interdit la marche sous prétexte qu'elle occasionnerait de graves troubles de l'ordre public.

Le collectif Arenc et les organisations qui le soutiennent ont prouvé qu'une marche pacifique et massive était possible bien qu'interdite.

Comment cela a-t-il pu se faire ?

- avant la marche : lettres au préfet de personnalités pour qu'il l'autorise. Délégations à la préfecture et à la mairie dont les résultats étaient immédiatement communiqués à la presse. Soutien du Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ) et de l'union départementale CFDT lors de la délégation du 2 juin. « Plus vous empêchez le collectif de s'exprimer, plus nous nous mobiliserons ».

- lors de la marche : il y avait un rendez-vous annoncé par voie d'affiche en haut de la canebière. Les flics y étaient mais les manifestants avaient été avertis d'un autre rendez-vous et c'est de là que la marche a rejoint le vieux port avec un trajet bien visible au centre de la ville.

Et les flics en civil très nombreux, mêlés aux manifestants, n'ont pu connaître le rendez-vous secondaire.

Il y a eu dix-sept arrestations avant la marche. Les camarades ont été relâchés (bilan connu ce jour 5 juin).

Mots d'ordre :

- manif interdite ou pas, contre Arenc nous sommes tous là.
- Non, non, non à la prison d'Arenc.
- travailleurs français, immigrés... même classe ouvrière.

Cette victoire n'est pas seulement remportée contre la prison d'Arenc mais contre toutes les prisons semblables encore clandestines et c'est une victoire pour tous ceux qui sont attachés aux libertés.

Des camarades du collectif Arenc.

LA GUEULE OUVERTE COMBAT NON VIOLENT

comme le changement légal d'adresse est en cours, il faut adresser tout le courrier concernant le journal à :

C.N.V.
B.P. 26
71800 La Clayette

Téléphone : (85) 28-00-24

ABONNEMENT

1 AN : 75 F. pour authentiques fauchés, objos, insoumis, taulards.
150 - 250 F. pour tout le monde suivant vos revenus. 160 F. minimum pour l'étranger. Envoyer chèque bancaire ou postal ou timbres-poste à :
C.N.V. (abonnement)
B.P. 26
71800 La Clayette

RÉABONNEMENT

joindre la dernière bande à votre courrier et 2,00 F. en timbres.

CHANGEMENT D'ADRESSE

joindre la dernière bande

CORRESPONDANCE

Pour toute correspondance, joindre un timbre thyrien à 1 F si possible.

« Les Éditions Patatras ! »
Société de presse au capital de 2100 F.
Directrice de publication :
Isabelle Cabut et tous les autres
Imprimerie Sully, 12 rue Sully,
42300 Roanne.

L'Héritage

Après le ralliement du PC à la bombe atomique...

Que préférez-vous, la bombe atomique de droite, ou celle de gauche ? Je fais partie de ceux qui ne savent pas choisir ou plus exactement de ceux dont le choix est négatif. Je ne veux pas de l'armement atomique et j'ai l'ultime faiblesse de croire encore, que la gauche refusera de se lancer dans la sinistre course aux armements que représente la possession et la mise au goût du jour technologique de la Bombe.

Si elle existe, la bombe de gauche sera pire que celle de droite parce qu'elle représentera la négation de nos espoirs non-violents et autogestionnaires. La bombe ne s'autogère pas, c'est-à-dire que la société qui fomente la folie hégémonique et le centralisme belliqueux ne peut être, ni à plus forte raison devenir, une société autogestionnaire.

A ce titre, Paul Virilio dans un éditorial au *Matin de Paris* (3/06) note judicieusement que « lorsque une décision quasi-instantanée (la réponse atomique) doit être prise, il n'est plus possible de procéder à des consultations préalables. Il faut reconnaître alors que l'usage de l'arme nucléaire modifie effectivement notre constitution ». Le chef de l'état demeurant le chef des armées, comment la gauche gouvernante pourra-t-elle modifier cette situation politique sans fausser les règles démocratiques ?

Jean-Pierre Chevènement dans un éditorial du *«Matin de Paris»* (2/06) déclare que « le temps approche où la réalité, pour personne, ne laissera bientôt plus de place au rêve ». Verra-t-il (en un rêve prémonitoire !) une victoire s'échapper à cause des 15 % d'irréductibles irresponsables qui lui refuseront leurs voix parce qu'ils refusent le nucléaire sous toutes ses formes ? Ou simplement parce que les socialistes (qui selon un sondage publié dans *Le Pèlerin*, sont à 57 % contre l'armement nucléaire) se détourneront d'un parti qui les trahirait sur une option aussi fondamentale ? Il faut noter que depuis quelques jours une partie non négligeable de la gauche est passée à l'offensive. Quinze personnalités socialistes dont Jean-Pierre Cot, Louis Besson, Patrick Viveret et Claude Manceron, viennent de réclamer une réunion extraordinaire du parti, demandant que la position du PS à ce sujet soit réservée dans l'attente des conclusions de cette instance.

Beaucoup de nos amis qui se situent à la gauche de la gauche, ce que l'on appelle quelquefois « la nouvelle extrême gauche », ont choisi d'interpeller le PC et le PS dans les choix qu'ils ont fait ou qu'ils devront faire. Cette interpellation doit être la dernière main tendue des écologistes à la gauche, l'ultime appel que fera la base militante à ses « instances supérieures ». Si celles-ci ne répondent pas, elles perdront à jamais le mince espoir révolutionnaire qu'elles portaient encore et auront d'ores et déjà perdu les élections.

Le texte que nous publions ici est une suite à la brochure de Jean-Marie Muller, « L'Héritage : Quelle défense pour quel socialisme ? ». Ce chapitre supplémentaire s'adresse au PC, dernier en date à s'être illustré dans la course à la crédibilité. Au-delà d'une élection, que la marge dont nous faisons partie doit négocier de façon intransigeante, c'est un projet de société pour l'homme et une victoire sur la mort qui sont en jeu. Y.B.C.

Dans L'HERITAGE, nous affirmions que le Parti Communiste était prêt, lui aussi, à « réviser sa position sur l'armement nucléaire dans le sens d'une concession faite à la droite ». A vrai dire, il n'était pas besoin de suivre avec précision l'évolution des astres pour faire cette prévision qui n'était point une prophétie.

Désormais, c'est donc chose faite. Le 11 mai, le Comité central du P.C.F., après avoir entendu un long rapport de Jean Kanapa, a décidé, pour assurer l'indépendance et la grandeur de la France et pour mieux œuvrer la paix et le désarmement, qu'un gouvernement socialiste devrait accepter de recevoir, de la droite, la bombe atomique en héritage. Et, cela, sans qu'à

aucun moment les dirigeants communistes aient pris le soin de consulter la base de leur parti. Les membres du P.C.F. n'ont donc plus qu'à adapter leurs arguments et leur militance aux nouvelles orientations qui ont été prises sans eux et qui leur sont désormais imposées comme de nouvelles vérités à croire.

Au demeurant, tout a été mis en œuvre dans le Parti pour qu'ils puissent le faire sans plus attendre. C'est ainsi que dès le 12 mai, on pouvait lire en première page de *«L'Humanité»* : « Le Comité central invite les organisations du Parti à faire en sorte que tous les communistes soient rapidement informés sur les travaux de la présente session »...

Un défi au bon sens

Jusqu'alors les militants communistes n'avaient pas ménagé leur peine pour tenter de convaincre l'opinion publique que « la poursuite de la force de frappe française est une gageure et un défi au bon sens, en même temps qu'une source supplémentaire de risque » (1). Je me souviens qu'à mon retour de Polynésie, en 1973, les murs d'Orléans étaient recouverts d'un nombre impressionnant d'affiches sur lesquelles on pouvait lire : « Non à la bombe atomique ». C'étaient les affiches du Parti communiste. Et l'opposition que celui-ci exprimait à l'égard de la bombe prétendait être irréductible ; elle ne s'appuyait

pas sur une analyse conjoncturelle susceptible d'évoluer au gré des événements : elle tenait à des raisons jugées alors fondamentales. « Après la bombe d'Hiroshima, était-il affirmé, rien ne pouvait être comme « avant ». La notion traditionnelle de guerre perdait tout sens. Si de Carthage à Verdun, la guerre changeait seulement de formes, avec davantage de morts et de ruines, après Hiroshima, rien ne pouvait être comparable ; ce n'était plus le face à face d'armées, de forces, le jeu de stratégies opposées, mais le cataclysme soudain. « veugle, imparable. » (2)

Un ralliement qui est une reddition

Certes, Georges Marchais, dans l'allocution qu'il a prononcée à la fin de la session du Comité central du 11 mai, assure les membres de son Parti qu'ils n'ont pas à avoir honte de s'être opposés naguère à la folie nucléaire : « Nous n'avons rien à renier, affirme-t-il, de ce que nous avons dit et fait dans la lutte contre l'armement atomique. Tous ceux qui ont combattu avec nous peuvent être légitimement fiers d'avoir contribué à la sauvegarde de la paix ». Il est pourtant difficile de ne pas rester perplexes en entendant de telles paroles. Elles ressemblent étrangement à celles que ne manque jamais d'adresser un général à ses troupes vaincues, au moment où lui-même se rend à l'ennemi : « Certes,

nous devons nous rendre à la raison de notre adversaire, mais ce n'est pas en vain que nous avons combattu le bon combat et nous devons être fiers d'avoir livré bataille dans les rangs de notre armée. » Car il ne peut y avoir de doute, « le ralliement du P.C. à la force nucléaire » (ainsi titrait « Le Monde » en quatre colonnes à la une dans son numéro du 13 mai 1977) est bel et bien une reddition aux forces de droite. Et le plus grave c'est que le (secrétaire)-général du Parti communiste se rend aux arguments du camp adverse sans y être véritablement contraint. En fait, c'est librement qu'il passe à l'ennemi. Non pas parce qu'il a perdu la bataille, mais parce qu'il abandonne le combat.

La fallacieuse devise

Certes, Jean Kanapa ne manque pas de proclamer que les intentions du P.C. n'ont pas changé, et qu'il est tout aussi déterminé que par le passé à lutter contre l'armement nucléaire : « Nous sommes fondamentalement hostiles à l'armement nucléaire, écrit-il, et nous n'aurons de cesse que toutes les armes nucléaires dans le monde soient bannies ». Mais il est pour le moins paradoxal que le P.C. décide de prendre part lui-même à la course aux armements nucléaires au moment même où il affirme : « Il existe aujourd'hui des conditions favorables à des mesures aboutissant à un arrêt de la course aux armements - en particulier aux armements nucléaires - puis à une réduction de ces armements. Car, objectivement, la décision du Parti communiste ne peut avoir d'autre consé-

quence que de justifier la prolifération des armes nucléaires dans le monde.

Par ailleurs, Jean Kanapa croit pouvoir affirmer que les communistes se trouvent « en communauté de vues avec Paul VI qui déplorait le 1er janvier dernier « la dépense incalculable de moyens économiques et d'énergies humaines faites pour conserver à chaque pays sa cuirasse d'armes toujours plus coûteuses » et qui refusait avec raison la fallacieuse devise « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Mais les dirigeants communistes ne peuvent tout de même pas ne pas savoir que toute la logique de la dissuasion nucléaire à laquelle ils entendent désormais se soumettre implique précisément l'acceptation de cette « fallacieuse devise ».

Un exercice de pieuse rhétorique

Lorsque Georges Marchais affirme que « l'armement atomique est devenu le SEUL moyen efficace dont le peuple dispose et disposera pour un temps », il signifie clairement que le Parti communiste entend désormais traduire sa volonté de paix par la préparation de la guerre et de la guerre nucléaire. Proclamer par ailleurs que « nous voulons de toutes nos forces aller vers la destruction totale de toutes ces armes terribles, vers le désarmement général, universel et contrôlé », n'est qu'un exercice de pieuse rhétorique auquel nous sommes habitués depuis longtemps et dont nous savons depuis toujours qu'il est parfaitement dérisoire.

A plusieurs autres reprises, le Parti communiste feint de laisser croire qu'il refuse ce que la logique de la dissuasion nucléaire impose nécessairement. Ainsi, Jean Kanapa affirme-t-il d'une part : « Nous excluons catégoriquement que la France démocratique poursuive la course aux arme-

ments nucléaires toujours plus perfectionnés, toujours plus meurtriers », et il précise d'autre part que « la maintenance de l'arme nucléaire, c'est-à-dire le maintien de l'aptitude opérationnelle de l'arme nucléaire implique son entretien et L'INCLUSION DES PROGRES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ». (C'est nous qui soulignons). Et cette dernière affirmation contredit exactement la précédente. Car l'inclusion des progrès scientifiques et techniques peut-elle signifier autre chose que la poursuite de la course aux armements nucléaires toujours plus perfectionnés, toujours plus meurtriers ? Jacques Isnard, pour sa part, fait preuve d'une grande prudence lorsqu'il écrit que l'inclusion des progrès scientifiques « peut laisser sous-entendre que les dirigeants communistes ne sont pas opposés, par exemple, à la mise au point de missiles à têtes multiples ou à la continuation des expériences nucléaires, sujet sur lequel ils restent discrets ». (3)

Une bombe propre

Le rapport de Jean Kanapa affirme également que « sera abandonnée l'actuelle stratégie « anti-cités » qui équivaut à prendre les populations de grandes villes comme otages nucléaires ». Là encore on comprend bien le souci du P.C. de rendre acceptable la dissuasion nucléaire par ceux qui jusqu'à présent l'ont refusé catégoriquement, de laisser entendre en quelque sorte que la bombe socialiste sera une bombe propre. Mais, là encore, c'est accepter la dissuasion en prétendant refuser ses impératifs. Les stratèges militaires distinguent la stratégie anti-cités (il s'agit alors de viser des objectifs démographiques et de détruire les ressources de l'adversaire) et la stratégie anti-forces (il s'agit alors de détruire les armes nucléaires de l'adversaire afin de supprimer ou tout au moins de réduire considérablement sa capacité de riposte). Et tous précisent que la stratégie

anti-cités caractérise l'emploi défensif des armes nucléaires tandis que la stratégie anti-forces caractérise leur emploi offensif. Ainsi le général Gallois écrit-il : « Le pays fondant sa sécurité sur la menace de riposte à toute agression se trouve obligé de prendre pour objectif non pas les forces armées de son agresseur mais bien sa population. Et pour que la stratégie défensive qu'il adopte ait quelque solidité, il faut que nul n'ignore que, le cas échéant, il dirigerait sa riposte contre les agglomérations de l'assaillant » (4) Par ailleurs le Parti communiste reste parfaitement silencieux sur la manière dont il envisage la mise en œuvre d'une stratégie anti-forces dont, au demeurant, la France ne peut en aucun cas avoir les moyens. Ainsi, en renonçant à la stratégie anti-cités, la dissuasion nucléaire n'a même plus l'apparence de la crédibilité.

Abaisser la qualité de l'Union

Par ailleurs, estimant que « la décision d'emploi de l'arme nucléaire ne peut être laissée à un homme seul - le Président de la République - comme c'est le cas aujourd'hui », le Parti communiste préconise que la décision soit confiée à la responsabilité d'un « Haut Comité spécial constitué du Président de la République, du premier ministre et du ministre de la dé-

fense nationale, de ministres représentant la coalition gouvernementale et du chef d'état major général ». Là encore, on peut comprendre la bonne intention sous-jacente à une telle proposition mais, là encore, celle-ci s'inscrit tout à fait à l'encontre de la logique de la dissuasion. On imagine mal, en effet, qu'à l'instant de la décision un tel Haut comité puisse se ras-

sembler pour prendre le temps de délibérer afin de peser les arguments qui militent dans un sens et de prendre également les autres en considération....

Ainsi, les propositions du P.C. sont-elles caractérisées par de telles incohérences et de telles contradictions qu'elles sont irrecevables par ceux-là mêmes qui s'en tiennent à la logique de la dissuasion.

Mais le plus grave reste que, par sa décision, le Parti communiste apporte sa caution politique à la course aux armements nucléaires, qu'il justifie l'existence

et le développement du complexe militaro-industriel et que, ce faisant, il risque de stériliser par avance tous les efforts qui pourront être faits par un gouvernement socialiste pour « changer de cap ». Sa contribution risque malheureusement de peser d'un poids très lourd pour abaisser la qualité de l'Union de la gauche à un tel niveau que nous ne pouvons plus entretenir aucune espérance de voir les partis de gauche « changer la vie ». En tout cas, le temps qui reste pour faire revivre cette espérance est désormais compté. S'il n'est pas déjà trop tard....

La brochure de J.M. Muller. L'Héritage est une édition que les abonnés de CNV ont reçue. A la veille d'un changement de pouvoir, il lance un appel pressant au Parti socialiste afin que celui-ci prenne position et s'interroge sur la nécessité de l'armement atomique et annonce clairement comment il gèrera l'HÉRITAGE :

« Les circonstances historiques sont rares où il est possible de prendre une décision dont l'importance est telle qu'elle est susceptible d'être décisive pour l'avenir de notre société. Les socialistes français auront peut-être cette responsabilité et il leur appartient dès maintenant de décider s'ils acceptent ou s'ils refusent de planifier l'apocalypse nucléaire. Par cette décision, ils choisiront de libérer l'avenir de notre civilisation ou de le rendre prisonnier du passé. »

On peut commander cette brochure,

fort bien présentée, à G.O.-C.N.V. BP 26 71800 La Clayette - 60 pages.

Afin de ne pas grever les budgets militants, nous avons étudié le tarif dégressif suivant : 4 F. l'unité, 32 F. les 10, 140 F. les 50, 250 F. les 100.

On peut aussi diffuser : Question à la gauche sur la défense nucléaire, texte paru à l'initiative du Mouvement pour une Alternative Non-Violente dans la GO N. 158 et CNV N. 134 en s'adressant à J. Sémelin, 19 rue Pascal 75005 Paris.

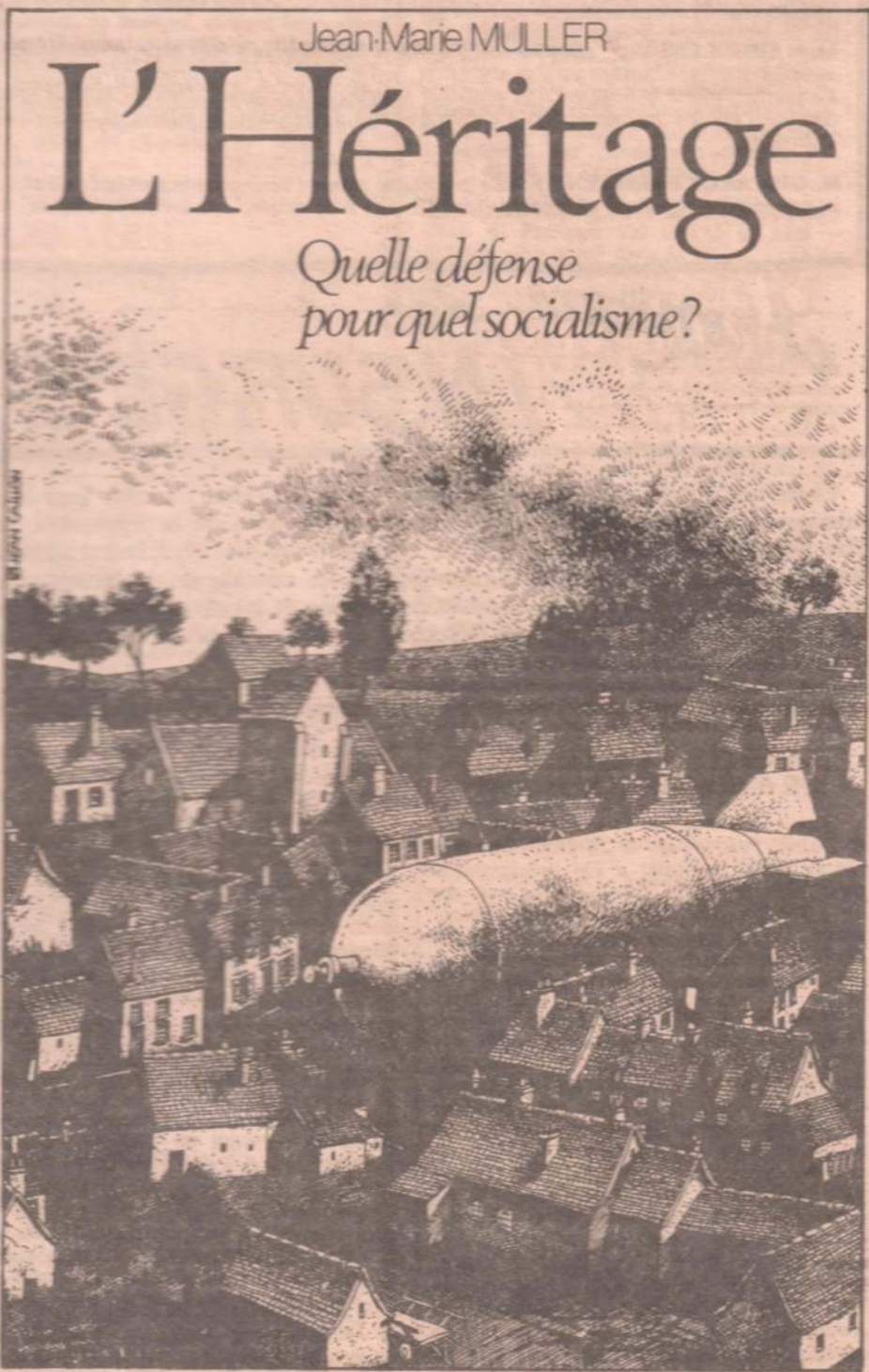
NOTES

(1) Editorial de « Combat pour la paix », mensuel édité par le Mouvement de la Paix, 15 juin 1971.

(2) Id.

(3) Le Monde, 13 mai 1977

(4) Général Gallois, Stratégie de l'âge nucléaire, Calmann-Levy, p. 180



à bas le travail salarié

La scène se déroule au congrès mondial des syndicats de travailleurs. Un haut-parleur débite des nouvelles alarmantes : « Cinq millions de chômeurs en Europe de l'Ouest ! » Un gars ajoute dans la salle : « sans compter les militaires qui sont des chômeurs armés ». La foule s'interroge : à quand la guerre mondiale ? La radio reprend : « les travailleurs privés d'emploi ont manifesté ce soir dans la rue en réclamant la reprise urgente de la guerre, si possible mondiale, seule capable, précisent les manifestants, de donner à la fois un sens à leur vie et du pain à leurs veuves ».

Le rideau se lève. Sont assis au bureau un nombre indéterminé de dirigeants syndicaux. Leurs bouches s'ouvrent. Ils vont parler. Ils parlent. Nous avons rempli les blancs dans les bulles. Veuillez excuser l'à-peu-près de la translation. Le boucan de la salle en est la cause.

M. SÉGUY (CGT) : « Le travail salarié devient la seule forme d'activité productive que le capital laisse aux hommes. Il faut des années de dressage pour qu'ils acceptent de perdre le tiers de leur temps en travaillant et de gâcher les deux autres tiers pour se remettre de leur travail ».

M. MARCHAIS (PCF) : « Les idéologues affirment que le travail est nécessaire parce qu'ils assimilent production de marchandises et richesse sociale. Etre riche ne veut plus dire mener une vie bien passionnante mais être possesseur de quantités de biens ».

vision pour se désennuyer, voiture pour se transporter au "chagrin", tiercé pour entretenir l'espoir. Voilà la richesse de l'homme moderne, le "revenu par tête d'habitant", dont le système est si fier. Depuis quand considère-t-on que l'infirme est plus riche que le bien-portant parce qu'il est possesseur d'un fauteuil à roulettes ? »

M. MITTERRAND (ARRIVISTE) : « La révolution communiste ne consiste pas d'abord en une modification du statut de la propriété privée ni même dans un changement dans la répartition des biens. Elle est avant tout l'expression d'une transformation RADICALE de l'activité humaine. Transformation qui affecte les relations des hommes entr'eux, les rapports des hommes aux produits de leur activité, les échanges entre la société et la nature ».

M. ROCARD (MACHINE) : « Les plus savantes élucubrations sur le thème de la comparaison entre l'homme et la machine - l'homme est-il une machine très perfectionnée ? la machine peut-elle surpasser l'homme ? à quand la révolte des ordinateurs ? - oublient entre autres choses que l'on a jamais vu une machine avoir un organe ».

LA FOULE (EN CHOEUR) : « En revendiquant l'abolition du travail salarié nous ne faisons qu'exprimer théoriquement un mouvement qui s'ébauche déjà pratiquement sous nos yeux dans telle grève sauvage ou dans telle émeute, quand les OS américains désorganisent les chaînes et que les ouvriers polonais pillent les magasins d'État, lorsque l'effort est justifié par la passion, lorsque les salariés désobéissent aux momies qui les gouvernent. Alors le bavardage cède le pas à la parole, parce que les hommes recommencent à avoir des choses à se dire et des expériences à se communiquer... »



M. POMPIDOU (GROSSISTE) : « Voilà bien l'expression de l'imbécillité bourgeoise ! La société actuelle condamne le prolétaire à s'abrutir dans une activité idiote pour accumuler des objets dérisoires, et l'entretient dans l'espoir que de là sortira la joie de vivre ».

M. MAIRE (CFDT) : « Depuis son origine, le capitalisme a sans cesse révolutionné les méthodes de production et il a augmenté considérablement la productivité du travail. Le machinisme n'a servi en rien à alléger la peine des hommes. Dans le salariat généralisé, de l'OS à l'ingénieur, il n'y a plus que des degrés dans la misère et surtout dans l'illusion ».

M. GISCARD (PRÉSIDENT) : « Le prolétaire anime l'économie marchande dont il est la première victime en cherchant des palliatifs à sa misère : nourriture falsifiée, télé-



N.D.L.R. : Nous remercions MM. Curt Swan et Vince Coletta pour leurs illustrations et surtout « La guerre sociale », revue trimestrielle, pour les textes. 10 F., 2 rue Wurtz, 75 013 Paris.

Chronique des INSURGÉS

Cette chronique ouverte à tous ceux qui veulent dire ou crier leur insoumission aux institutions, et ce faisant, sont victimes de la répression, veut être l'expression de notre complicité et de notre solidarité. Elle est aussi une invite permanente à prendre la plume pour des campagnes de lettres auprès de la justice, à rejoindre les comités de soutien et à correspondre avec ceux qui au nom de leur foi, de leur désespoir et de leur cohérence se retrouvent dans les prisons de la société libérale avancée.

LA LUTTE A L'INTÉRIEUR DE L'ARMÉE DE RÉSERVE

● Daniel Petena jugé le 26 avril pour renvoi de livret militaire a été condamné à trois mois de prison avec sursis et trois ans de privation des droits civiques. 8 nouveaux livrets ont été renvoyés. La peine étant relativement forte par rapport à la moyenne nationale, Daniel a fait appel.

Dans les Vosges, Jean Claude Miclos, Pascal Arnaud et Francis Cuny ont été condamnés à 400 F d'amende et un mois de prison avec sursis chacun. Le copain Francis méritait bien plus, mais le juge devait ignorer que Francis a sculpté dans un sapin des Vosges le célèbre militaire de la non moins célèbre affiche de Cabu : « les tares de la justice plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup ». Pour l'édition de cette affiche Ambroise Monod et ses amis qui en sont à leur dixième procès viennent d'écopier de 1 000 F d'amende aux Sables d'Olonnes et sont invités à La Roche sur Yon le 13 juin pour le même motif. Ambroise monod a décidé de ne plus se déplacer.

Le tribunal correctionnel de Béziers, fidèle à lui-même, vient de prononcer la relaxe pour le renvoi des papiers militaires d'Yves Mandin. Gageons que, comme pour l'affaire Lemesle le procureur général fera appel afin de contraindre un tribunal qui n'a pas fait appliquer la loi mais a pris en considération la convention européenne des droits de l'homme qui reconnaît le droit de changer d'opinion. Jean-Pierre Deluzet a également été relaxé le 18 mai pour le même motif et par le même tribunal.

● Patrick Menton est passé le 8 juin à 9 H au tribunal de Dôle. Soutien GRANV de Poligny Le Martinet 39 800.

● Le 13 juin, Robert Abt comparaitra devant le tribunal de Chartres. C'est le troisième procès de ce type en un an et le groupe de Chartres a besoin d'argent. Il demande aux copains lecteurs qui ont des idées originales pour gagner du fric, de leur en faire part. Contact U.P. 12 rue St Thomas, 28 Chartres. Tél. 21 04 37.

● Il y a neuf mois, Monsieur Stote, père de l'illustrissime Jean-Luc, déchirait ses papiers militaires en pleine audience du TPGA de Metz. Crime de lèse-majesté dont

il répondait devant ses juges mercredi dernier.

Quelques réactions à chaud... et au téléphone :

Alain PIERRE (avocat du père et du fils et qui construit sa fortune sur le dos de cette pauvre famille...) : « Tu sais ils ont fait passer l'affaire tout de suite. C'est la nouvelle mode depuis quelques mois. Cela leur permet d'éviter d'avoir une salle comble pendant toute la journée ! Les débats ont été très courts le Président cherchant à éviter le procès tribune ».

J'ai plaidé en montrant qu'il y avait eu deux moments dans la prise de conscience de M. Stote. D'abord une période d'acceptation de l'attitude de son fils malgré le fait qu'il ne se soit pas trouvé sur les mêmes positions que lui. Ensuite un second temps où il a rejoint Jean-Luc dans sa contestation. Ceci à cause du sentiment d'injustice ressenti en voyant son fils menottes aux poignets ou en discutant avec lui au parloir de la prison. Et pourtant cette contestation était difficile à atteindre chez cet homme pour qui l'armée représentait quelque chose.

J'ai conclu en comparant ces deux institutions qui se ressemblent : l'Église et l'Armée. La seconde n'ayant pas de Dieu à faire connaître n'est qu'un outil. Si on a conscience de ce fait, toute discussion cesse de devenir passionnée et l'institution militaire d'être tabou. Ceci pour en arriver à la conclusion que ce que l'on reproche aux insoumis ce n'est pas de commettre un délit, mais plutôt un "péché". C'est la raison pour laquelle on les condamne si lourdement et sans jamais leur accorder les moindres circonstances atténuantes.

Monsieur STOTE : « Ça c'est gentil de me téléphoner ! Vous savez ils m'ont condamné à 500 F d'amende... finalement c'était peut-être difficile d'avoir moins. Le procès a été expédié à une allure record mais dans

un sens je préférerais ça car, comme vous le savez, le baratin n'est pas mon fort. Les trois journaux locaux ont fait des compte-rendus succints mais assez honnêtes et j'ai même eu droit à la première page de la "Liberté de l'Est"... du moins il me semble.

Bien sûr j'aurais aimé que ma femme et Jean-Luc viennent témoigner, mais le tribunal n'a pas voulu. Il paraît que ma moralité n'était pas mise en doute ! Finalement je suis soulagé que cette affaire soit terminée ».

INSOUMISSION TOTALE

● On apprend que Jacques Breton a décidé de mettre un terme à sa grève de la faim, la justice militaire ne daignant pas se préoccuper de lui.

● A l'issue d'une manifestation au cours de laquelle le groupe insoumission de Villeurbanne a été reçu par Charles Hernu, la police a arrêté Patrick Frechet insoumis depuis juin 1975. Hernu, notre futur ministre des armées de gauche, n'est pas intervenu se contentant de rappeler son désaccord avec l'insoumission et indiquant que le parti socialiste ne faisait pas d'antimilitarisme. Contact : A.C.L.R. 13 rue Pierre Blanc, 69 Lyon.

● Francis Biard, originaire de la région de Bordeaux, a été incorporé au 75^e RI de Valence le 4 avril dernier. Quinze jours plus tard, il a rendu son uniforme aux autorités en affirmant son refus de le porter plus longtemps. Depuis cette date il est aux arrêts de rigueur. Refusant toute coopération avec le système militaire, il a refusé de passer une visite médicale et entamé immédiatement une grève de la faim. Ses amis appellent à écrire au juge d'instruction du TPGA rue de la Tour d'Auvergne 35 998 Rennes Armées, afin de demander sa libération. Vous pouvez aussi écrire à Joseph à la même adresse. Soutien financier : Philippe Peneau, CCP 4071 11 W Nantes. (suite page 16)

le mensonge, le vol...

Désobéissance Civile

Notre pays est le troisième marchand de canons du monde et après nous avoir condamnés au mensonge, il nous rend complices de vol.... Olivier Vial poursuit ici, son analyse commencée dans le numéro 160.

Avec le mensonge, règne actuellement le vol ; l'un et l'autre vêtus du manteau légal du pouvoir, l'un et l'autre investis d'une double mission nationale et internationale, l'un et l'autre soutenus par le silence de citoyens souvent indifférents parfois résignés, toujours obéissants.

«La France est et doit rester la troisième puissance nucléaire» déclarait le Président Giscard d'Estaing le 1er juin 1976 à l'Institut des hautes études de défense nationale, et il poursuivait : «à l'heure actuelle, la collectivité nationale n'a pas du tout réagi négativement au fait que, par exemple, dans la préparation du budget de 1977... le seul budget qui connaîtra une argumentation sensible, quoique modérée, sera le budget de la défense. (1). Donc, la décision essentielle aujourd'hui, c'est d'accroître les moyens».

(1) Le Monde du 4-6-76 - 1976 : 17 % - 1977 : 17,5 % etc... jusqu'à 20 % en 1982.

Ces chiffres doivent être corrigés du fait qu'une partie des dépenses militaires était, jusqu'en 1976, comptabilisée dans les dépenses civiles (!). Compte tenu de cette «anomalie», officiellement rectifiée depuis cette année, ce n'est pas à 17,5 % mais à 20,5 % que s'élève aujourd'hui la proportion du budget de la défense par rapport aux autres dépenses de l'Etat (Documentation «Faire», Février 1977).

«DÉMOCRATIE FRANÇAISE»

Sans entrer plus avant dans le dédale des diverses rubriques de ce budget, dont la croissance «modérée» ralentit certains programmes de développement, celui des Plutons par exemple, reconnaissions qu'il fut accepté par un vote majoritaire de nos députés. «Une fois de plus les représentants du peuple, en charge du pouvoir législatif, n'ont voté que ce qui leur était dicté par le pouvoir exécutif. Notons cependant, à la décharge des députés, que, suivant «la méthode des petits pays», ils n'ont connu qu'après coup le contenu réel de leur acquiescement». C'est le vice-amiral Antoine Sanguinetti qui écrivait ces lignes dans le Monde du 27-28 juin 1976. Si l'on se souvient en outre que notre système de défense actuel, basé sur l'arme atomique, est l'émanation directe d'une ordonnance prise le 7 janvier 1959 par le général de Gaulle dans le cadre des pouvoirs exceptionnels qui lui avaient été alors donnés, on a une juste idée de la «démocratie française». Après la fiction apocalyptique du pouvoir de destruction actuellement dévolu par les hommes, on est maintenant en pleine fiction politique : le mensonge est consommé par le vol, le vol de notre voix, de notre pouvoir de

dire et de choisir, le vol aussi de notre travail et de nos salaires, qui, à travers l'alchimie des impôts, alimentent le budget de l'Etat.

Que nous le voulions ou non, c'est nous qui avons permis la récente explosion souterraine d'une charge nucléaire, le 19 mars dernier dans l'atoll du Mururoa, dont le coût serait estimé à 25 millions de francs lourds. Un char AMX 30 coûte deux millions et demi, un avion de transport de troupes Transall trente et un millions, un sous-marin nucléaire un milliard sans ses missiles... Qui fabrique et qui paie tout cela ? Combien de lits d'hôpitaux, combien d'écoles maternelles pour le même prix ? ces questions valent d'être posées malgré l'ambiguïté d'équivalence sommaires ; elles s'adressent au cœur et au portefeuille d'ailleurs très proches l'un de l'autre ; elles peuvent secouer une certaine torpeur de la conscience, mais elles ne suffisent pas. Ces questions supposent en effet le problème de la défense résolu, elles ne le posent pas : Contre qui ces armes sont-elles construites ? Pour qui ? Pour défendre quoi ? Et puis, assurent-elles vraiment une défense ?

QUI PAIE ?

Notre pays produit actuellement deux fois plus d'armements qu'il n'en a besoin. La raison d'une telle surproduction est facile à comprendre. «Il faut acheter du pétrole plus cher, et pour le payer il faut bien aller chercher l'argent là où il se trouve. Les ventes d'armements sont un moyen parmi d'autres de rééquilibrer la balance des paiements déficitaire (sans les exportations militaires le déficit aurait été double en 1974). A cela s'ajoute que l'industrie militaire nationale doit atteindre une certaine masse critique pour être viable. L'exportation est donc un moyen d'allonger les séries pour rentabiliser un potentiel de production très coûteux à l'échelle d'un petit pays qui entre en compétition avec les grands, c'est aussi une manière de financer la recherche et le développement qui fait progresser la technologie, pour maintenir la compétitivité nationale aussi bien civile que militaire». (J. Grapin art. cité, of GO-CNV N. 160).

ATTEINDRE LA MASSE CRITIQUE

A cette justification circonstancielle, il faut ajouter le rôle de «stabilisateur de la conjoncture» que jouent les commandes militaires dans l'économie capitaliste et qu'a décrit l'économiste américain Galbraith : dépendant des besoins de l'Etat et non de la demande cyclique des marchés, l'industrie de l'armement, production inutile par définition, agit comme un volant d'inertie

sur la machine économique, l'entraînant ou la freinant selon qu'elle se fatigue ou qu'elle s'emballe.

«EFFETS PERVERS»

Mais, des «effets pervers» se font déjà sentir au cœur du système militaro-industriel. «Il est certain que de telles orientations engagent rapidement dans le cercle vicieux de la multiplication des armements (nuisible à la sécurité) et dans celui de l'économie dirigée (nuisible au développement si le dirigisme n'est pas justifié précisément par un contrôle - d'ailleurs limité - de ce développement). Il est clair, en effet, que l'exportation massive des armes, surtout à destination des pays sous-développés, détourne des ressources financières de fins plus utiles et qu'elle accroît l'insécurité mondiale, ce qui incite encore les pays riches à renforcer leur potentiel de défense, et les oblige encore à exporter plus pour diminuer le coût de leurs capacités de production etc... En outre, à force de compter sur les exportations d'armements pour équilibrer la balance des paiements, on en vient à exporter volontairement des produits pour équilibrer les comptes alors que ce n'était auparavant qu'un effet secondaire de la politique de défense. Le moyen devient une fin en soi. Ce qui n'est pas, soit dit en passant, pour plaire forcément aux militaires qui se voient obligés de faire des compromis sur le choix de matériels qui conviennent plus ou moins aux besoins de la défense, mais ont plus de chance de se trouver bien placés sur les marchés internationaux». (J. Grapin art. cité).

LE PREMIER VOLEUR DU MONDE

Troisième puissance nucléaire de la planète, troisième marchand de canons avec 16 % des ventes mondiales, la France, consciente de son rôle historique, se trouve au premier rang des trafiquants d'armes si l'on calcule ses performances proportionnellement à sa population : avec une part par habitant du commerce mondial une fois et demie supérieure à celle des Etats-Unis, et deux fois et demie à trois fois supérieure à celle de l'Union Soviétique, notre petit pays détient la médaille d'or du commerce des armes. (Cf l'article de J. Isnard in Le Monde du 3-6-76)... La boucle est fermée : volé de son pouvoir, volé de son impôt, et bientôt, s'il n'y prend garde, volé de sa liberté, le citoyen français est le premier voleur du monde en matière de paix et de développement international.

Olivier Vial

Vélogétorix contre J. Chirac

Deux journées radieuses contre la radiale : l'action se durcit à Paris contre l'autoroute urbaine Vercingétorix (Montparnasse - Porte de Vanves). Au programme des 11 et 12 juin : fête, occupation, manif à vélo.

Enterré ou pas, on n'en veut pas. Dans le 14^e arrondissement, la radiale fait l'unanimité contre elle. Ce vieux serpent de mer de l'urbanisme technocratique traîne depuis près d'une dizaine d'années. Il s'est métamorphosé plusieurs fois. Dans le projet actuel, une partie du tracé est souterrain. Mais cela ne change rien au fond du problème : une telle voie express va attirer encore plus de voitures dans la ville ; ses nuisances (bruit en particulier) seront considérables. La justification réelle du projet est commerciale : desservir le centre Maine-Montparnasse et l'hôtel de luxe Sheraton. Les fonds publics ainsi gaspillés seraient bien mieux utilisés à l'amélioration des transports en commun.

La population parisienne se bat depuis 1973 contre ce délire psychomoteur. Le 1^{er} juin 1975, plus de 90 % des participants à une consultation populaire (organisée par neuf associations du quartier Plaisance) se prononcent contre la radiale. Au premier tour des municipales de mars 77, 73 % des électeurs votent pour des listes hostiles au projet. Mais le conseiller RPR sortant De La Malène est réélu de justesse au second tour. Il a décidé de faire la voie express coûte que coûte. M. Dangles, un de ses colistiers, déclare bien dans le journal «14^e Demain» : «s'il fallait décider aujourd'hui cette voie, il est probable qu'on ne la construirait pas». Mais depuis quelques semaines la SEMIREP (Société d'économie mixte du quartier Plaisance) fait détruire de nombreux immeubles le long de la rue Vercingétorix. Un grand nombre d'habitants de longue date sont expulsés sans relèvement dans le quartier. Le projet de la radiale est intimement lié à l'opération immobilière de la ZAC Guilleminot. Comme les autres quartiers pauvres de la capitale, le 14^e est en train de passer sous les bulldozers. Les vieux immeubles et les calmes cités d'artistes font place aux immeubles de standing. «Pas de nouvel Hiroshima dans le quatorzième», tonne Jean-Jacques Porchez, animateur du groupe Paris-Écologie, qui réclame la suppression de la SEMIREP et la remise en cause du plan de rénovation du quartier.

Au lendemain des municipales s'est créé un collectif contre la radiale. Il regroupe 36 organisations : associations de locataires, comités de quartier, parents d'élèves, partis politiques (PS, PCF, PSU, LCR, OCT, Radicaux de Gauche), Union locale CFDT, Fédération des Usagers des Transports, Paris-Écologie 14^e, Vivre dans le 14^e, etc. Le collectif a envoyé lettre ouverte et demande d'entrevue à Jacques Chirac, Maire de Paris, et à Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement (qui avait pris position contre la radiale lors de la campagne municipale). Aucune réponse n'a été donnée pour le moment. Le but du collectif est d'obtenir une rediscussion du projet au Conseil de Paris. Des délégations sont allées voir les cinq groupes représentés à l'assemblée parisienne.

«On fait le maximum sur le plan diplomatique, mais il n'est pas sûr que ce soit suffisant», expliquent les animateurs du comité. Les irréductibles ont décidé de passer à l'action : samedi 11 et dimanche 12 juin, est organisée une grande fête «radieuse et anti-radiale», sur un terrain qui fait partie du tracé prévu (entre la SNCF, la cité d'artistes Vercingétorix, la rue Vercingétorix et la rue Pernety). L'entrée sera gratuite. Au programme : spectacles, jeux, stands, débats sur la ville, etc. «La fête marque le début d'une intervention sur le terrain des nombreux groupes opposés au projet», préviennent les organisateurs. Il est envisagé d'y faire durant le week-end des constructions en dur.

Contre les autodromes, une seule solution : la véloration. La «classique» manif à vélo des Amis de la Terre de Paris aura cette année comme thème principal le refus de la radiale Vercingétorix : Vélogétorix l'égalogiste y part en guerre contre le laid J. Chirac, qui veut asservir Paris au règne du char. La manifestation part samedi à 15 heures de la place de la Concorde et aboutit vers les 18 heures sur les terrains de la radiale alors que la fête battra son plein.

Le 11 juin toujours, sera donné le coup d'envoi du 1^{er} festival du 14^e, qui animera le quartier quinze jours durant avec diverses troupes de théâtre. Une fête des locataires de Maine-Montparnasse prolongera dans la partie Nord la fête anti-radiale, encore le 11 juin.

La lutte contre la voie express fait ricochet : le 14^e remue de partout. Les occupations de maisons se multiplient, les coopératives et les boutiques sympas éclosent. Un mensuel de quartier vient de paraître : «Le 14^e Village». Il raconte les squatters, les expulsions, les luttes des groupes de femmes, les projets de radio locale, les festivités de juin.

Catalyseur de ce bourgeonnement printanier : le groupe Paris-Écologie. Je peux vous jurer qu'il n'est ni mondain ni récupéré. Même s'il n'a fait «que» 10 % des voix aux municipales, P.-É. 14^e a une action sur son arrondissement autrement plus profonde et populaire que certains autres quartiers plus chanceux mais moins actifs sur le terrain. Ce printemps naît entre la rue Losserand et la rue de l'Ouest une nouvelle forme de lutte écologique urbaine. P.-É. 14^e fait partie de ces comités qui ont décidé de quitter les commissions d'arrondissement de Chirac sur le fond, et non sur le contenu du règlement intérieur. «Seule notre pratique quotidienne engendrera une rupture réelle et politique avec le pouvoir. Toute autre rupture est formelle et théorique».

Ivan Virgule

- Vivre dans le 14^e, 88 rue de l'Ouest, 75014, tous les lundis de 18 h 30 à 20 h.
- Fédération des Usagers des Transports, 63 rue Raymond Losserand
- «14^e Village», 24 bis rue Gamendi, 3 F/n^o, abonnement 50 F/an.
- Amis de la Terre de Paris, 3 rue de la Bûcherie, 75005 Paris. Tél. 325 91 37. (Tracts disponibles sur la manif à vélo).

Le petit cafard des falaises de Flamanville

Depuis la manifestation du 10 avril à Flamanville, les anti-nucléaires et EDF poursuivent une guerre de position.

Le 4 mai près de 200 personnes ont arraché sur plus de 100 m le treillage en fil de fer qui enclôt le site de la future centrale. Bien que l'action n'ait pas été revendiquée, l'on sait qu'il ne s'agit pas «forcément du BANC» (brigade anti-nucléaire du Cotentin), qui elle, a incendié les 7 et 8 mai un camion et une pelleteuse appartenant à l'entreprise Lasnon de Cherbourg, entreprise participant aux travaux de Flamanville. Le CRILAN qui n'approuve pas ces actions de sabotage indique néanmoins qu'elles sont la suite logique de l'attitude du pouvoir.

BEAUBOURG A LA CAMPAGNE

Pour le moment, c'est le problème des couloirs de lignes à très haute tension qui semble préoccuper le plus les populations et le pouvoir en place. La droite elle-même, au sein du conseil général (qui avait approuvé autrefois le projet de la centrale) manifeste son mécontentement. Pierre Aguiton, républicain indépendant, avocat général à la Cour de Sécurité de l'État, conseiller juridique auprès de Michel Poniatowski, déclare : «EDF nous traite comme des pantoufles». En effet le mystère plane toujours quant aux tracés des couloirs de lignes et si l'on calme les esprits en indiquant que les nouveaux pylônes s'appelleront «Beaubourg» et que les couloirs ne feront que 30 m. de large, on découvre aussi qu'il ne fera pas bon vivre dessous et que les couloirs s'élargiront jusqu'à 150 m. au fur et à mesure de la mise en service des quatre tranches de 1300 MW

ENTRAVES A LA CIRCULATION

Le 13 mai, quatre agriculteurs comparaissent devant la commission de retrait du permis de conduire de Cherbourg pour entrave à la circulation. Ils avaient participé au barrage de la route d'accès au site nucléaire le 8 février dernier. Me Huglo, leur avocat, a soulevé l'incompétence de la commission, arguant notamment du fait qu'elle ne pouvait suspendre un permis de conduire, les poursuites ne s'appuyant sur aucune infraction au code de la route et qu'au surplus il n'était pas nécessaire de posséder un permis de conduire pour piloter un tracteur. De même Me Huglo n'a pas manqué de faire remarquer que c'était EDF et les entreprises chargées des travaux préliminaires qui étaient les premiers auteurs «d'entraves à la circulation» puisqu'ils avaient commencé les travaux sans autorisation. Les autres agriculteurs soutenus par une centaine de personnes venues manifester devant la sous-préfecture, ont reçu «un simple avertissement» ce qui est déjà trop pour un délit d'opinion.

ORIENTATION

Quelques jours plus tard, le CRILAN, qui est une fédération de groupes locaux a tenu une assemblée générale au cours de laquelle il a élaboré un document d'orientation et d'organisation. Il rappelle que son objectif reste l'arrêt de l'industrie nucléaire pacifique ou militaire, qu'il conserve des rapports privilégiés avec l'UR CFDT et les Amis de la Terre sur la base de leur plateforme commune de décembre 1976. Il réaffirme combattre le programme énergétique de la droite, mais ne pas être satisfait de celui de la gauche, annonçant ainsi sa participation aux prochaines élections cantonales et législatives.

Après les débats qui avaient quelque peu agité le CRILAN, l'assemblée générale a adopté un fonctionnement plus autogestionnaire propre à «harmoniser les positions et prendre des décisions pour des actions de grande ampleur»....

Sur les falaises, face aux CRS et à la mer, on entend gronder la fête et la révolte. L'ouest aussi aura son été de combat...

Effets mutagènes

Pour ceux qui croient encore au fait que les nationalisations, style E.D.F., sont des services publics, voici un document instructif.

Non satisfaits de commencer les travaux de la centrale nucléaire dits «travaux de carrière», sous la protection permanente de vigiles, des barbelés, grillages et chiens, sans que la déclaration d'Utilité Publique ne sorte, les chefs d'E.D.F. négocient avec une municipalité proche de Flamanville l'installation d'un cantonnement temporaire de gendarmes mobiles.

Et ceci, peut-être, jusqu'en 1990.

«Connaissez-vous des «travaux de carrière» aussi bien gardés ?
Connaissez-vous des entreprises privées ou nationalisées qui se permettent de commanditer ainsi les gendarmes mobiles ?

Comment appelez-vous cela ?

Du «collectivisme-bureaucratique» ou de «l'électro-fascisme» ?
Voici, sans doute les premiers effets mutagènes de la centrale de Flamanville : Siouville, de station balnéaire et cure marine, se transformerait-elle en ville de garnison ?

COPIE DU REGISTRE DES DELIBERATIONS CONSEIL MUNICIPAL DE SIOUVILLE - 50

Réunion du conseil municipal du 18 mai 1977 à 20 heures.

Présidence : Roger Bonnemains, maire

présents : tous les conseillers

Objet : Installation d'un cantonnement temporaire de gardes-mobiles sur la commune de Siouville-Hague.

L'un des délégués de l'E.D.F. présent à cette réunion expose ce qu'il pense pouvoir être fait si les autorités persistent à solliciter un cantonnement de gardes mobiles sur la commune.

- il sera impossible de faire admettre que cet aménagement puisse être considéré comme un équipement anticipé.

- l'E.D.F. prendrait à sa charge tous les frais d'installation et le montage de ces bâtiments

- seul le terrain serait à louer pour une période qui serait à déterminer mais qui risque d'être assez longue. Il est impossible de prévoir dès maintenant la durée de la période pendant laquelle il sera nécessaire de faire appel à ce service d'ordre, dans les plus mauvaises conditions, jusqu'à 1990.

La première tranche de travaux devrait être mise en service en 1984, les deux autres tranches vers 1990.

- le cantonnement pouvant être occupé seulement de temps à autre, l'E.D.F. devra envisager de le faire garder lorsqu'il ne sera pas occupé. La commune pourra également étudier avec E.D.F. l'utilisation qui pourrait être faite de ces bâtiments lors de leur mise en sommeil provisoire.

- le maire demande que dans les clauses de la convention, il soit spécifié que ce cantonnement sera strictement réservé aux gardes-mobiles. L'E.D.F. s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins sans accord de la municipalité. En fin de chantier, le terrain sera rendu à la commune dans l'état désiré. Cependant, la commune peut se porter acquéreur des immeubles si elle le désire.

M. Pierre Michel demande :

- si l'E.D.F. a une solution de rechange si la commune dit non à leur demande. E.D.F. répond non.

- s'il y a des contraintes par voie d'autorité d'état à prévoir en cas de refus. réponse de l'E.D.F. : impossible.

En définitive, l'E.D.F. sollicite pour cette implantation la location d'environ un hectare de terrain communal.

Le conseil municipal vote à bulletin secret afin de connaître la position de chacun : 9 voix pour, 1 voix contre, 1 bulletin blanc. (..)

Le Pellerin Des vaches, du purin et des grenades

L'enquête d'utilité publique du Pellerin a été refusée par sept des douze mairies concernées, mardi 31 mai. Le sous-Préfet de Nantes venait lui-même déposer le dossier d'enquête dans les mairies. Au Pellerin, 150 agriculteurs s'étaient rassemblés tôt le matin pour bloquer les issues de la mairie avec leurs tracteurs. Devant le refus de la population, le sous-Préfet, accompagné par d'importantes forces de police, installait le dossier d'enquête à 200 mètres de la mairie, dans une estafette, baptisée mairie annexe, dont on peut douter de la légalité. Face à cela les agriculteurs réagissaient l'après-midi en mettant des voitures à l'endroit où était l'estafette. Les agriculteurs protestaient et aspergeaient les forces de l'ordre avec du purin. Celles-ci répondaient par des grenades lacrymogènes. A Cheix-en-Retz, les forces de l'ordre ont eu affaire, lors du dépôt de l'enquête, à une trentaine de vaches.

Le jeudi 2 juin à Coueron une trentaine d'agriculteurs ont investi la mairie et ont dérobé le registre d'enquête qu'ils ont ensuite brûlé sur la place du marché. Vendredi matin 5 d'entr'eux ont été arrêtés et gardés en détention préventive jusqu'à leur jugement, vendredi 10 juin. A suivre...

Jeudi 9, à 17 h 30, manifestation devant le Palais de Justice à Nantes.

25 mai - PARIS

Mme Saunier Seïté déclare dans un débat au parlement : «Le Parti communiste s'efforce de susciter des grèves, de stériliser les instances de consultation, de noyauter les emplois de responsabilités, d'intoxiquer les étudiants, de les pousser à interrompre leurs études afin d'en faire une masse de main d'œuvre docile. Avec lui, nos grandes écoles deviendraient les écoles des cadres du parti... la docilité politique remplacerait la compétence scientifique».

25 mai - CORBEHEM (Pas de Calais).

Deux ouvriers ont été tués dans une papeterie par la chute d'une bobine de papier de sept tonnes. Cet accident est le quatrième dans cet usine depuis le début de l'année. La direction affirme que les installations présentent toutes les garanties de sécurité.

26 mai - BAYONNE

Une vaste opération de police a eu lieu au Pays Basque. Des barrages routiers et des perquisitions au domicile de nationalistes basques ont permis l'interpellation de 10 réfugiés basques espagnols. Ils ont été transférés par avion militaire dans le Var et assignés à résidence dans l'île de Porquerolles. Le maire d'Hyères s'est élevé contre cette mesure.

26 mai - PYRENNÉES ATLANTIQUES

La Cour d'Assises de ce département a acquitté M. Chabessier accusé de complicité dans un attentat à l'explosif. Revenu sur ses avertissements, il a cependant reconnu avoir travaillé pour le compte de la police espagnole.

27 mai - ARGENTEUIL

Deux fonctionnaires de police viennent de faire l'objet «d'une mutation dans l'intérêt du service». L'administration leur reproche entre autre de mener une activité syndicale nuisible à leur travail professionnel. Un CRS, Daniel Rude, avait déjà été muté dans des circonstances identiques il y a une quinzaine de jours.

31 mai - PARIS

La police déloge des squatters qui étaient revenus s'installer dans des locaux appartenant à l'état, malgré une première intervention de la police, ils ont l'intention de recommencer... Il y a actuellement 80 000 logements vides à Paris.

31 mai - ALES

M. Furnon, (le PDG qui était parti en croisade contre la peste syndicale) a décidé de demander des dommages et intérêts à MM. Séguy et Krasucki de la CGT pour avoir «politisé» le conflit qui l'oppose à une partie de son personnel depuis plus d'un mois.

31 mai - COMBRES (Loire)

La direction d'une usine de confection, les Ets Muguet, a engagé une procédure de licenciement contre une déléguée syndicale pour «incompatibilité d'humeur». Licenciée une première fois, réintégré par l'inspection du travail, elle doit cette mesure à une partie du personnel qui, après avoir créé un syndicat autonome, a débrayé pour demander son licenciement.

MAI 77

PARIS - Une association nationale pour le développement des responsabilités civiques dans la vie locale vient d'être créée. Elle «se propose de rassembler en dehors de tout engagement politique tous ceux qui (...) refusent le programme de la coalition socialo-communiste».

VIET-NAM DU SUD : Le nombre des anciennes prostituées atteindrait 300 000 dont 45 % de syphilitiques. Le gouvernement pense qu'il faudra environ 5 ans pour venir à bout des maladies vénériennes, d'autant plus qu'on assiste à un phénomène de «mythridatisation» des microbes dû au fait que les GI utilisaient des antibiotiques à titre préventif. En tout 1 000 000 de Vietnamiens soit 5 % de la population seraient atteints de ces maladies et le retour en permission des soldats vers le Nord entraîne de fâcheuses conséquences (cf Le Monde).

après cruas saint maurice l'exil: le rhône est en crue

Des jeunes, des vieux, des paysans, des citadins, des cols blancs, des bleus de chauffe, on voyait de tout dimanche soir sur la place de St Maurice l'Exil, dans l'Isère. Un bon millier d'habitants de la vallée du Rhône venus écouter Tazieff et Lebreton leur parler de l'escroquerie nucléaire. Entre le baluche et le canon, je pensais in petto et en silence à la poignée de barbus que réunissaient les premières réunions anti-nucléaires à Bugey en 71. Je pensais à l'hostilité ou la réserve des gens devant les slogans hérités tout frais des pavés parisiens. Et puis les voilà tous intacts, au sortir de cet hiver démocratique, qui se retrouvent pour parler, avec la



lenteur et le sérieux paysan. Les voilà sur leur cul devant la découverte du programme nucléaire. Et voilà le miracle que l'on doit à l'EDF : avoir restauré la démocratie rurale, avoir réinventé le dialogue, avoir donné aux gens cette envie de savoir, cette curiosité qui est à la base du civisme élémentaire. Ces foules provinciales qui s'éveillent, c'est sans doute, vu des rédactions parisiennes, ce qu'on appelle l'univers militant restreint... Jeunes rigolos !

Il s'avère donc que le nucléaire aura du mal à passer désormais dans la vallée du Rhône. L'EDF a réussi par surprise le coup de Bugey, dans le Rhône supérieur. Malville fut son «chemin des Dames». Cruas, St Maurice l'Exil, St Étienne des Sorts seront les étapes de sa Bérésina. Victor Hugo est revenu ! Les rhônalpins, descendants de Mandrin, ne sont pas commodes. Ils ont bien vu que les Bretons et les Alsaciens avaient stoppé EDF et ils entendent ne pas être en reste. En plus, ils votent à gauche, et si, au niveau parisien-national, la direction de la gauche hésite, les parlementaires et les élus de la gauche Rhône-Alpes ont presque tous pris position contre les centrales du Rhône (conseils généraux de l'Isère, de la Drôme et (décision imminente) du Gard). Il s'ensuit que l'EDF est, dans le Rhône, en pleine illégalité démocratique, tels que les Allemands en 40. Ses ruses les plus classiques échouent : chantage à l'emploi, pots-de-vin aux maires, enquêtes d'utilité publique bâclées...

St-Maurice l'Exil-St Alban sont des petites communes agricoles situées à 20 km au sud de Vienne, entre Le Péage de Roussillon et les Roches de Condrieu. Première constatation : ce n'est pas un désert. Des dizaines de milliers de cobayes vivent autour du site prévu. Sur ce site (200 ha), l'EDF prévoit de construire quatre tranches de 900 MGW, record mondial, comme à Cruas ou à Tri-

castin ou partout. Les publicistes d'EDF ont sans doute choisi St Maurice pour la «tradition industrielle» du coin : Rhône-Poulenc au Péage, Elf à Feyzin. Comme Rhône-Poulenc licencié au Péage, ça tombe bien. Hélas, le nucléaire ne crée pas d'emplois, chacun le sait, à l'exception des emplois de fabricants de cercueils. Par contre, il bouleverse l'écologie. Tout le monde commence à le savoir.

Couloirs de lignes à très haute tension, rejets thermiques (le Rhône à 34e), brouillards des tours de refroidissement inquiètent les populations, sans même parler des risques d'accidents, type Seveso ou Ekofisk bravo. Haroun Tazieff a rappelé dimanche soir que le couloir rhodanien était sujet à des séismes supérieurs à 7, Avignon ayant été détruite par un séisme d'intensité 10, il y a 700 ans. Or les centrales nucléaires sont construites pour résister à des séismes 7, et l'activité sismique est imprévisible. Un tremblement de terre peut ravager la région demain ou dans cent ans. Imaginez le Rhône couvert de cubes de béton radioactifs dans trente ans (durée de vie d'une centrale) et faisant peser un danger sur plusieurs générations à venir, car on ne sait pas (ou on ne veut pas) démonter une centrale. Tazieff avoua être venu récemment à l'opposition anti-nucléaire en découvrant l'escroquerie intellectuelle des promoteurs du nucléaire qui font des bénéfices sur le dos des populations non-informées. «La preuve du scandale, dit-il, tous les médias, presse écrite et télé, nous sont fermés. C'est qu'il y a quelque chose de louche.» Tazieff et Lebreton invitèrent les gens à signer en masse les enquêtes d'utilité publique ouvertes jusqu'en juillet dans les mairies du pays. On sait que c'est une procédure truquée et que l'État ne tient pas compte des avis, mais autant se servir de cette arme légale.



Dernier argument évoqué dimanche soir : le coût des centrales. On sait aujourd'hui que le kilowatt nucléaire n'est pas compétitif par rapport au kilowatt pétrole. Le dernier atout de l'EDF ne vaut rien. Lebreton l'a souligné : de 6,5 milliards à l'exportation (Iran), une centrale ne vaut plus que 1,25 milliard en France ! De qui se paie-t-on la gueule ? On aimerait bien que ce soit celle du Shah sanguinaire. On n'en est pas sûrs.

Arthur

Comité de Défense contre la centrale : Saint Maurice l'Exil, Mairie, 38790. Permanence le mardi à 18 h.
Contact : L. Buisson, 15 rue des roses, St-Maurice l'Exil, 38850 Le Péage de Roussillon.

LETTE OUVERTE DES OPPOSANTS A SUPER-PHENIX A DURAND MAIRE DE MORESTEL

Le 31 mai, les comités locaux contre Super-Phénix, réunis en séance extraordinaire, ont décidé à l'unanimité de répondre à la déclaration que vous avez fait paraître dans les colonnes du Progrès et du Dauphiné Libéré le 30 mai 1977.

Nous vous rappelons :
- que le conseil général de l'Isère lors de sa réunion d'automne a demandé l'arrêt immédiat des travaux du surgénérateur du Creys-Malville ;
- que ce même conseil général a réitéré ce vœu le 28 avril.
D'autre part, nous vous informons que des élus représentant 33 communes de l'Ain et de l'Isère, concernées par le projet, viennent de créer une association d'élus locaux contre Super-Phénix. En conséquence nous considérons que votre déclaration ne reflète pas du tout, comme vous le sous-entendez, l'avis de «votre canton», mais n'engage que vous.

ON N'ARRETE PAS

"LE PROGRES"

Titres on ne peut plus clairs dans la presse des derniers jours de mai : «Raymond Barre décide la construction de Super Phénix». Ben, et nous, alors ? Cinquante deux millions de Français, sans parler des Suisses et Allemands et autres Belges vont donc vivre à partir de 1984 dans le rayon de pollution radioactive (éventuelle, ne dramatise pas, y'a pas besoin) de ce machin, parce qu'un mec en aura décidé ainsi. Un seul mec ? L'exagères ! Bon, va pour une poignée. N'empêche, un projet décidé de cette façon, y'a pas besoin d'en savoir plus pour être contre. Simple question de démocratie. T'es bien dit démocratie ? En 1977 peut-on encore y croire ? Et qu'en restera-t-il dans une France se couvrant de Super Phénix, en 1984 ? Tiens, 1984, ça me rappelle quelque chose, mais quoi...

Après ce titre donc, étonnamment subversif, que peut-on lire, par exemple dans le «Progrès» ? Que le décret d'autorisation de création a été pris par M. Barre, et aussi que les travaux normalement n'auraient pas dû commencer avant... il n'est jamais trop tard, chers confrères, pour prendre position, bravo ! même si c'est plus facile de dénoncer une grave illégalité d'E.D.F. quand elle a cessé...

L'enceinte du réacteur va donc pouvoir s'élever tout à fait légalement à Malville, sur un radier (fondations) tout à fait illégal... L'action juridique contre Super Phénix ne s'arrête pas là pour autant : les décrets d'utilité publique et d'autorisation de création sont annulés jusqu'aux 2 juillet et 28 juillet respectivement. Devant le Conseil d'Etat. Huit associations ont déjà décidé de déposer des recours en commun : coordination par la Commission juridique de la coordination (c/o Comité Malville de Grenoble, nouvelle adresse 4 impasse du Four, 38000 Grenoble). Le conseil général de l'Isère idem. A l'autre bout de l'échelle, c'est une action à la portée de tous les citoyens... toutes précisions dans un prochain numéro.

Mais passons aux choses sérieuses. M. Durand, maire de Morestel et Conseiller général, vient de lancer une opération de dissuasion des manifestations du 30 juillet (Le Progrès, encore lui, du 30 mai 1977).

Citant Superphénix et La Gazette Ouverte, M. Durand s'est emparé de divers éléments du débat «Comité prendre Malville» pour expliquer qu'il ne pouvait honnêtement admettre un tel désordre dans sa commune accompagnant invariablement colère et violence. Et de conclure en demandant «au nom de son canton», que «tout soit fait pour qu'il ne soit pas le terrain de luttes partisans».

C'est très bien, mon grand, de lire la G.O. et S.P. Mais tant qu'à faire, autant y mettre un peu de soin, et ne pas prendre ce qui est publié dans une rubrique «Tribune Libre» ou «Débat» pour la position du journal. Et puis, surtout, faut se tenir au courant un peu : c'est un peu gros d'ignorer, une semaine après, que la coordination des comités Malville a tranché pour des marches pacifiques convergent vers le site le 31 juillet. Et c'est encore plus gros de faire semblant d'ignorer.

Complètement à côté de vos pompes, M. le maire ! D'abord, parce que voilà un moment que votre canton n'a plus peur de nous : bientôt un an, pour être précis, que «sa sagesse et son bon sens», comme vous dites (et nous ne sommes pas en désaccord sur ce point), lui ont permis de constater de quel côté venait la violence, et d'en tirer des conclusions. Ensuite, parce que si vous voulez «tout faire pour que votre canton ne soit pas le terrain de luttes partisans», soyez logique et attaquez le mal à sa racine. En luttant contre la construction de Superphénix. Vous ne serez pas tout seul.

Tiens ! Voilà encore 504 scientifiques de Grenoble cette fois, qui entrent dans la bagarre après ceux du G.S.I.E.N. et ceux du C.E.R.N. de Genève, avec une «lettre ouverte au Président de la République» dont les termes ressemblent étrangement à ceux de la lettre des scientifiques genevois. (Le Progrès, toujours lui, du 31-05-77). Alors, M. le maire, on reste inébranlable ?

Pas de cauchemars au moins, la nuit ? Une foule immense et déterminée, c'est plutôt de l'ordre du rêve, non ? Et si ce rêve devenait réalité, hmmm ?

cro-magnon

COMMENT

JUMELAGES ENTRE COMITES LOCAUX DE 20-25 KM AUTOUR DE MALVILLE) ET COMITES RHONE-ALPES ET AUTRES COMITES NATIONAUX ET

(Une liste établie lors de la réunion du 21 modifiée, et complétée...)

Comité local	Comité Rhône-
- Ambérieu	- Genève
- Morestel	- plus internation
- Lhuis	- Grenoble cent
- Bouvesse	- Lyon-MERA-3
- Montargis	- Groupe écolog
- Colomieu	- Beaujolais
- Orandon	- Bourg
- St Baudille	- plus Clissact Ly
- Leyrieu	- St-Martin d'hem
- Hières S/S Amby	- plus Pontcharra
- Villebois	- Loir
- Briord	- Sud Grenoble
- Passins	- Sassenay
- Montalieu	- Villard de Lms
- Vézeronce	- Seyssinet
- Faverges-Mépieu	- La Tour du Pin
- Sermerieu	- Villeurbanne
- Poleyrieu	- Annecy, Amner
	- Thonon - La Ro-
	- (Savoie) : Cham
	- Aix, Ugine, Chal
	- sens

GROUPES ET COMITES EN ATTENTE

- St Sanin
- Trept
- Crémieu
- Porcieu
- Thoellin
- Dolomieu
- Pont de Chéruy
- St-Egrève
- Bourgoin-Jallieu
- Pt de Beauvois

(Prendre contact avec le secrétariat - indiqu Malville dès le 15-20 juillet).

COORDINATION DES COMITÉS MALVILLE

Secrétariat : chez Marcel Cottier - Montgarn. D'ici la prochaine réunion de coordination :
- diffusion massive du tract et affichages ; et
- contacts précis, avec les opposants à Super et département)
élus, scientifiques, personnalités, journalistes. Essayez de les faire venir à Malville les 30-31
- rencontres et contacts, entre comité région
- étude de la région de Malville, pour ceux q
- commencer à chercher du matériel (talkie
panneaux pour fléchages, vélos, motos, bus,
- Pour les groupes pas encore jumelés, pren
tél. Mme Dubost (74) 80-14-55 Morestel.

musique c

L'histoire est faite de débats, de discussions, et d'actes... Malville le 30 juillet c'est «un» grand moment de l'anti-nucléaire...

Parce que nous sommes tous menacés (même vous les communistes ariégeois et autres cachés derrière vos chèvres et vos montagnes... !) nous nous défendons tous.

Alors bien sûr, gens un peu barbus (et barbus !) qui avons bien clair dans un coin de notre tête les deux dangers malvillesques : j'ai cité le Plutonium et le Centralisme (plus les autres mais vous êtes au courant), nous avons une peine immense à ne pas comprendre que la foule des conscrits du programme commun et du reste ne soit pas unanimement contre le projet...

On se dit quand même que les patrons de l'internationale du programme commun se carrent sous la dent autre chose que l'Humanité, l'Unité et le Matin de Paris...

Marchais, ouais toi, le porte-parole du prolétariat, tu vas ben leur dire aux cellules que 504 scientifiques grenoblois (en plus des quelques centaines d'autres d'ici et ailleurs) disent «arrêtons les travaux»...

Hé Séguéy et Maire et toute sorte de gens délicieusement représentatifs des masses ou rrières, vous n'allez pas manquer de dire que le plutonium c'est pas bon pour la santé de l'humain moyen ?

PRENDRE MALVILLE

A GARDER JUSQU'AU TRENTE JUILLET

IMPLANTES DANS UN RAYON

INTERNATIONAUX

à Courtenay, sera susceptible d'être

Autres Comités

Toulouse Internationaux

(Loire) St-Jean Bonnefond Forêt St-Etienne

Toulon et Marseille

Romans - St-Maurice l'Exil Cruas

Combat Non-Violent l'Arche

Besançon

Lons le Saulnier

Chalon sur Saône

St-Claude

Orléans

Lille

Giromol - Alsace

nombre de personnes présentes à

38510 Morestel.

de Super-Pholix

Phénix (de son secteur : ville, village

juillet.

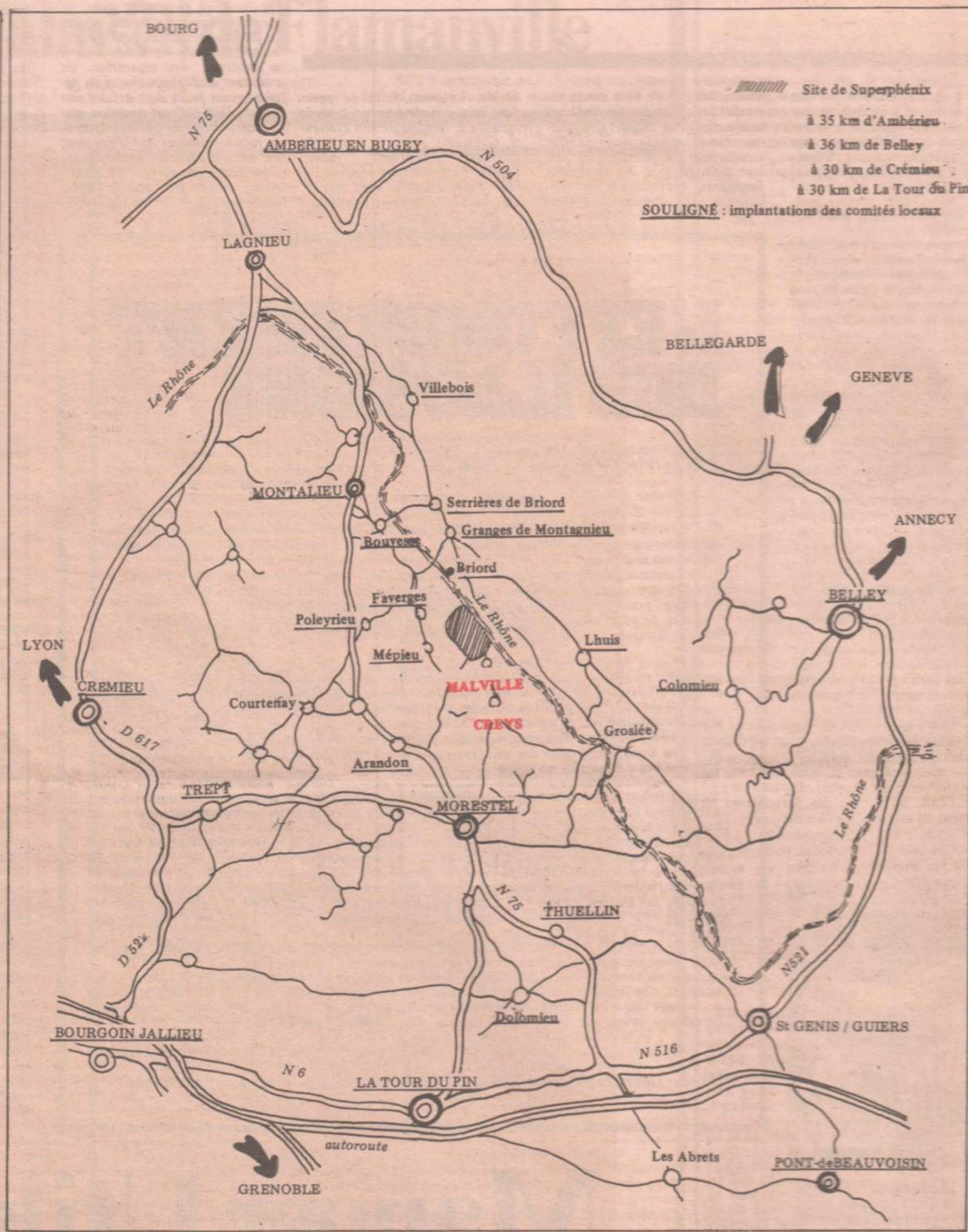
et comité Malville jumelés.

connaissent encore mal le terrain

walkies, mégaphones, ronéo, papier

matériel infirmerie, etc...)

être contact avec le secrétariat, pour



Site de Superphénix
à 35 km d'Ambergieu
à 36 km de Belley
à 30 km de Crémieu
à 30 km de La Tour du Pin

SOULIGNÉ : implantations des comités locaux

concrète

... Bien si, ils vont manquer ...
Alors que faire ? Sinon aller le dire...
encore et encore...
30 et 31 juillet : deux jours pour
reunir et réunir un maximum de monde,
deux jours pour que le pouvoir sente que
l'affaire du nucléaire est l'affaire de tous..

PREPARER

Il va falloir inviter, convaincre, toucher
Vous le savez, l'objectif Malvillesque :
cent mille personnes exprimant dans une
marche pacifique vers le site, leur oppo-
sition à un projet qui ressemble au Tita-
c, en plus prétentieux ! (et dangereux !)
Le peuple français, et les p'tits potes
français et allemands (parce qu'on n'arrête
pas le risque nucléaire à coups de fron-
tières) ne veulent pas s'embarquer dans
cette galère... enfin, espérons-le !
Donc : informer, partout, avec tout ce
qu'on a, avec toute son imagination...
Un rassemblement de cette taille vous
imaginez que ça se prépare... c'est bien

JUMELAGE

Pour cela la coordination Malville a
conçu une stratégie dite de jumelage
entre les maires, s'agit d'autres
comités. Comment ça marche ?
Vous prenez un comité Malville local,
vous prenez un comité Malville non local,
hop ! des non locaux débarquent, après

accord, pour épauler et préparer concrète-
ment tout ce qu'il y a à préparer. Pigé ?
Non, bon, un exemple : je suis le comité
«CNV-GO», je désire participer à la
préparation concrète technique et toute
cette sorte de chose des 30 et 31 juillet.
Je regarde la liste ci-jointe et je vois que je
suis jumelé avec Poleyrieu... «Allo Poley-
rieu, on est huit à pouvoir débarquer, le
17 au soir, ça vous arrangerait ?» - «Mais
comment donc, n'oubliez pas des tentes
(de camping), un réchaud, etc...»
Et voilà.

BOITE A OUTILS

Et pis en plus parce que je suis tout
plein autonome et organisé, je ne m'a
même pas les poches vides... Une caisse à
outils, des talkies-walkies, de la peinture,
du «scotch», des punaises, du cidre, ma
radio-pirate, ma ronéo, mon bus-sono,

mes idées de garderies, d'infirmerie,
d'accueil, tout, j'ai pensé à tout...
Re-question ; pigé ?
Quelques détails importants :
Surtout que personne ne se pointe à
Malville de façon individuelle, c'est-à-dire
hors de cette structure de jumelage... Il
est très important de ne pas surcharger les
villages avant le 30...
La population locale, répétons-le, c'est
pas le copain du dernier gala de la Mutu,
ou de la fête du PSU...
Pas question d'envahir...
...Petit détail «les paysans, vous savez
comme c'est, ça bosse dur... c'est acquis !
mais sortez-vous de la tête que vous allez
vous rendre utiles en allant les aider...»
Sauf rares exceptions ou accords
préalables les gens du coin n'ont pas spé-
cialement besoin de «vous». Hé !

Après la chute du mythe «j'irai à Mal-
ville un mois avant le 30 pour bosser avec
la paysannerie», regardez bien la carte qui
suit : diffusez-la, mettez-la au chaud dans
votre portefeuille pour bien vous repérer
les 30 et 31...
Dans les prochains numéros (que vous
achèterez chaque jeudi 4 F seulement...)
on se visionnera un plan du site et
d'autres détails pratiques...
C'était notre série «Malville c'est
reparti». (Ah oui, on donnera aussi des
recettes et M. Durand, maire de Morestel,
homme charmant au demeurant, mais un
poil sous-informé, pourra annoncer dans
une prochaine interview que CNV-GO
prévoit «après le Molotov (cocktail), la
bombe H en trois leçons, par M. Boiteux,
notre correspondant spécial... »)

La prochaine
réunion de co-
ordination des
comités locaux,
régionaux, natio-
naux aura lieu
samedi 11 juin à
partir de 11h.
Lieu : région de
Malville (à pré-
ciser...)
Asselin

Spectacles

Les Olibrius du Métro

Si vous en avez marre des numéros trop bien ficelés du music-hall, si vous reprenez aussi que c'est devenu trop cher, s'offrir une soirée à l'Olympia ou à Bobino, si enfin le ra-gout de la télévision vous est indigeste, alors faites comme moi, passez vos soirées dans le métro, si les policiers le tolèrent...

Là le spectacle est permanent, jamais monotone et toujours gratuit, si vous avez l'habitude de compter vos thunes. Les meilleurs spectacles se donnent évidemment dans les stations de grande affluence : Montparnasse qui certains soirs « chauffe » comme le Palais des Congrès ou celui des Sports - mais en plus chaleureux parce qu'il n'y a pas de guichets et il n'y a pas d'ouvreuses - ; le Châtelet avec ses orchestres, ses solistes et ses « jongleurs » dans tous les couloirs ; Saint-Lazare et ses interprètes de rengaines poignantes, souvent les mêmes artistes aux mêmes emplacements ; Strasbourg-Saint-Denis et ses plateaux de jazz ; Réaumur-Sébastienopol et ses géniales surprises en blues et folk et quelques autres... il y en a pour toutes les émotions. Mais les petites « salles » ne sont pas désertes non plus. Ainsi sur le quai de la ligne Châtillon-Saint-Denis-Basilique, à la station Guy Môquet. Le voyageur descend de voiture. Le Monde déplié sur les commentaires très savants à propos des élections municipales. Ne voulant pas perdre le moindre subtilité de raisonnement, il se pose sur la première banquette venue pour grignoter chaque mot de cet article qui le rendra incollable dans ses

amidonnées et de tout son appareil de beau monde. Le clochard ouvre des yeux comme des fenêtres sur le monde pour débiter son roman où le saugrenu fait bon ménage avec les situations familières, dramatiques ou drôlatiques. « Tu connais bien Ger-

maine, si, voyons, fait-il en regardant le voyageur comme pour le prendre à témoin de son aventure, Germaine, ma pote à moi, la danseuse de cabaret : même qu'une nuit elle s'est trouvée en taule, parce qu'elle avait pas de piaule. Hé dis donc et tu connais

les Gascon ? Des phénomènes de foire, ils marcheraient pieds nus sur des tessons de bouteilles. Pourquoi est-ce que je cause des Gascon ? Et pourquoi que j'en causerais pas ? Germaine, elle avait un faible pour les Gascon et pour le camembert bien fait et moi j'ai un faible pour Germaine.

Hé dis donc, je sors de taule ; je me suis marré. Je faisais rigoler le gardien avec mes histoires, si bien que tous les après-midi il m'apportait des cigarettes, un coïssant et des mouchoirs en papier ; moi je l'aïdais à faire son tiercé. Il me disait toujours que j'étais plus libre que lui. Quand je suis sorti parce qu'ils devaient en mettre un autre à ma place - remarque j'avais pas fait grand-chose, je suis juste sorti d'un restaurant sans payer ma bectance ;

fait dire que j'ai bien bouffé : comme entrée des escargots, une douzaine, et à la pince, l'insalade, puis un Chateaubriant, une de ces sauces mon gars, moi qui ne bouffe jamais que du pain sec, j'ai même eu droit à du raib et pour dessert, une tarte aux minibelles, je te dis que ça ; mais le meilleur c'était le pinard : une bonne bouteille de Saint-Émilion 72 présentée comme chez Maxim's. Quand le patron a vu que j'avais pas un radis, il a fait venir les poulets qui m'ont embarqué aussi sec. Mais je m'en foutais : j'avais bouffé comme un prince... La dame suspendue à son cintre ne laisse pas cette fois le métro... Le voyageur attend la suite : « Oui le gardien il a chialé quand on m'a libéré. Alors je lui ai promis que j'y retournerais. Hé dis donc, tu connais le boudin créole ? C'est une spécialité à Germaine. Quand j'ai bouffé ce truc la première fois, avec toutes ces épices, je me voyais en train de faire la danse du ventre...

Et la corrida à Pampelune, moi les taureaux ça me connaît, je les mate en leur offrant du sucre... » Le voyageur atterrit. Il est invité à dîner chez des amis et il sent qu'ils ont déjà attaqué le dessert.

Mais il a l'habitude. Pas seulement avec ses amis. Avec ses employeurs... Trois retards en un mois, c'est inadmissible, ou vous collez le réveil sur les portugaises, ou vous vous retrouvez sur le pavé. Sur le pavé... dans les couloirs du métro toute la journée. S'il avait su, le chef du personnel, que le voyageur oubliait l'heure de pointage, parce qu'il s'attardait devant le moindre orchestre, devant le moindre guitariste ou batteur, devant un groupe de chanteuses qui chantaient pour lui, pour qu'il en oublie les retards de production et les emmerdements de l'ingénieur des airs du Moyen Âge comme si on y était. Et puis un jour on l'a licencié : retards abusifs, absences injustifiées, distraction, lenteur et maladresses dommageables.

En fait, c'était la faute au duo Renaud et Gaël et à leur répertoire de vieilles chansons françaises, interprétées avec des voix de vrais troubadours, c'était la faute à cet extraordinaire tambourineur martiniquais qui vous injectait son rythme à des doses de transe ou de narcotique, c'était la faute à ces deux violoneux du Châtelet, aussi émouvants avec leur archet que les grands noms de Pleyel, c'était la faute aux saltimbanques et aux clowns de Montparnasse, à ce chanteur de cinquante ans, en foulard rouge et accordéon, avec sa voix gouailleuse et tendre de chanteur de rues pour un public à la fête, c'était la faute à tous ceux et à toutes celles qui mettent un peu de saveur dans le potage quotidien du métro. C'était la faute... C'est encore la faute. Vive la carte orange !

Della Penna Alberto...

L'EFFONDREMENT DES ILLUSIONS

Bio-énergie et Natalité

● L'homme est profondément son passé. Sa vision du monde et de lui-même repose essentiellement sur des expériences passées, sur ses « ressentis antérieurs ». Si ses propres parents étaient des angoissés, ils ont induit en lui des angoisses, et tout cela inconsciemment.

Les parents en croyant « aimer » leurs enfants projettent en fait sur eux des angoisses, des modèles dont eux, les premiers, ils n'ont pas conscience. Dans le ressenti de l'enfant se programme peu à peu ces peurs et ces angoisses transmises par les parents.

Ainsi, de générations en générations, se crée une chaîne des « héritages psychologiques » qui fait des hommes non inventifs, non réels, ayant besoin de compensation par le biais du pouvoir.

Comment briser cette chaîne et faire de la naissance une « reconnaissance » d'un être, d'un individu ? Comment faire pour que la femme enceinte accepte que son enfant ait une réalité et une personnalité propres, et non qu'il soit l'image qu'elle a fantasmée durant toute sa grossesse, image venant bien souvent de sa propre enfance ? Comment faire pour que la naissance sans violence physique soit intégrée réellement à une volonté de créer un homme libre des besoins non comblés de ses parents ?

Au centre de rencontre des Cercles, nous commençons une recherche sur la bio-énergie, le comportement humain et la vie relationnelle. Une association (1) proche de nous dans son esprit et dans sa relation au « fric » vient de se créer en axant principalement sa recherche sur la natalité et la prénatalité.

Dans le monde mercantile et à obédience américaine de la bio-énergie actuelle, c'est la meilleure adresse pour répondre à toutes les questions concernant la grossesse et la natalité.

Cette association, ORION, propose des groupes de réflexion, de recherche et de pratique. Elle met l'accent sur une analyse personnelle pour comprendre à quel désir inconscient répond l'enfant, sur l'augmentation de la prise de conscience de ce qui se vit et se joue pendant la grossesse et à la naissance, et sur une préparation à la naissance qui permette d'insérer une autre manière d'accueillir l'enfant.

Cette approche est proposée, dans un premier temps, par le moyen de l'élément eau, de l'état fœtal, qui permet de mieux comprendre ce que peut vivre le fœtus.

Dans un second temps, l'association, à travers l'analyse bio-énergétique entend aider à faire ressentir, comprendre et découvrir les points de blocage et de tension chez les parents, points de blocage dus à leur histoire personnelle et ainsi à briser cette chaîne de l'héritage nématique héréditaire, principale fondation de notre société de pouvoirs et de violences.

Georges Duflot.

(1) Pour tout renseignement, s'adresser à ORION, « Les Doubles-la-Baïne », 26260 Marges.



futures discussions de salon. Mais au bout de quelques lignes, la distraction la plus sauvage fait voler en l'air son journal et efface tous les résultats des élections. En face de lui, assis sur sa banquette comme sur un tronc d'arbre lors d'un pique-nique, un olibrius comme on en voit très peu dans sa vie, est lancé dans un monologue « fou fou fou » à faire pâlir d'envie Jacques Martin en personne. Même la dame assise à côté du voyageur, dans son maintien aussi strict qu'une robe de gala pendue à un cintre, se laisse aller à loucher trois ou quatre trains successifs pour suivre attentivement le délire « vraiment tout à fait insolite » comme elle dira, en regrettant l'espace de quelques minutes, une vie enfermée dans ses agendas - de ce vagabond dont la verve, l'imagination et les mimiques irrésistibles font oublier la misère et les frusques miteuses. Font oublier n'est pas le mot : c'est la poésie à l'état originel, pense le voyageur émerveillé, obligé à présent de replier définitivement son Monde, la poésie débarrassée de ses règles de politesse, de ses manchettes

Manger Utile

Cet été, il vous nous falloir être bien caustauds pour galoper partout où le devoir militant nous appellera : manifestations, occupations de terrains, marches, sont autant de saines distractions... pour qui a les muscles aptes à suivre la cadence. Faute de quoi le militant s'essouffle, trébuché et s'effondre, flapi, sur place, à la merci des C.R.S. et des vautours. Les recettes des deux mois à venir sont destinées à nous rendre considérablement costauds (parce qu'elles sont hyperprotéinées) sans pour autant ressembler à des purges (parce que sinon c'est pas la peine).

Un repas de veillée d'armes pourrait se composer par exemple d'une salade de poisson et de chou farci.

La salade de poisson, comme toutes les autres, tire une grande

partie de son charme de son assaisonnement. Il y a une sauce caméléon qui devient selon qu'on y ajoute un rien de ceci ou un chouïa de cela, la sauce dont justement on avait besoin. Pour qu'elle ne vienne pas à la vinaigrette de cantine, il faut commencer par la moutarde, lui ajouter l'huile d'olive, piano-piano, style mayonnaise. Ça doit d'ailleurs ressembler à une mayonnaise, comme ça se trouve. A la fin, on met le jus d'un citron, du poivre, du sel... et on presse une demi-orange, c'est meilleur.

Ici, on va rajouter des câpres, des herbes qu'on aime et du persil haché avec un peu d'ail, mais en toute dernière minute.

Comme poisson, on prend du maigre (le cabillaud est très convenable) en filets qu'on découpe en cubes moyens et qu'on immer-

ge dans de l'eau vinaigrée-oignonnée bouillante pendant trois minutes.

On ouvre quelques moules, on dépeçote quelques crevettes, c'est pour la couleur. En ajoutant une tomate et un œuf dur par tête, des feuilles de laitue, quelques bouquets de chou-fleur cru (il doit macérer une heure dans la sauce) et un gros poivron en lamelles, on a gagné le droit de verser l'assaisonnement et de déguster.

Le chou farci, c'est encore plus rien du tout comme travail.

On hache menu une viande genre pas-chère-et-qui-a-du-goût (du cochon, demander conseil au boucher) avec des oignons et des carottes, un peu d'ail et d'herbes et on ajoute à cette purée, pour lier, un jaune d'œuf par personne. On assaisonne (sel, poivre, estrag-

on haché) et on dispose chaque part sur un petit matelas de grandes feuilles de chou bien lavées. On roule en boule et on croise deux tranches de lard sur chaque ballon. Le tout ayant ses aises dans un plat à feu, on verse dessus un bouillon qui traînait par-là (celui qui a cuit un pot-au-feu est idéal). Au four doux pour une heure.

Servir brûlant aux militants à requinquer.

Avec des repas comme ça, c'est quasiment gagné d'avance, il est bien connu que les forces de l'ordre mangent des plats en sauce trop lourds (relire « Magret ») et boivent trop.

A. Vergas

Journal d'Impressions

Les ressources du Catalogue

● A la G.O.-C.N.V., on reçoit régulièrement des lettres qui nous demandent des renseignements dans une multitude de domaines : l'adresse d'une crèche sauvage ou d'une école parallèle dans telle ou telle ville, des conseils en agriculture biologique ou des recettes de médecine naturelle, etc... on a même des demandes du style : j'habite dans telle région avec tel climat, pouvez-vous m'indiquer où acheter un capteur solaire, fiable, et m'indiquer le meilleur moyen de le monter.

A croire que les lecteurs nous prennent pour des encyclopédies ou bien qu'ils pensent qu'on a monté un supercentre de documentation-réponse à tout. Ça viendra peut-être un jour, mais on en est encore loin. Hé, lecteur si, comme nous, tu cherches dans le sens de l'autogestion, prends-toi un peu en charge, on n'est pas des dieux-tout-puissants ! On répond à toutes les lettres et dans la mesure du possible aux renseignements demandés ; mais ça nous prend du temps et ce n'est pas très efficace si on renvoie le lecteur à d'autres sources. Alors, il y a déjà deux choses que vous pouvez faire avant de nous écrire : d'abord quand vous nous demandez un renseignement à propos d'un article paru dans C.N.V., commencez par relire cet article attentivement avant de nous dire qu'on a oublié de mentionner l'adresse ou la référence bibliographique.

Ensuite, plongez-vous dans cette mine de renseignements que représente « Le Catalogue des Ressources ». C'est « ringard », très fouilli (mais il y a de bons index), beaucoup de renseignements sont vite périmés (mais il y a des corrections dans les nouvelles éditions), et même si l'on peut déplorer beaucoup de carences, il y a une telle foule de sujets traités que ça reste un outil unique en son genre. Un peu cher, mais en attendant que d'autres fassent mieux pour moins cher, ça vaut quand même le coup de l'acheter (au besoin en se groupant), sinon, faites-le acheter par votre bibliothèque municipale ou votre comité d'entreprise.

Tome 1 (franco 44 F), 4 chapitres : nourriture (alimentation, agriculture biologique, ustensiles,

comment créer une coop de bouffe...); vêtements (matériaux, filage, tissage, couture, cuir); transports (marche, chevaux, bateau, vélo, auto, transports en commun); habitat (logement, autoconstruction, menuiserie, plomberie, maçonnerie). Complété par un dossier sur les énergies douces et un répertoire de centres d'information, documentation, liaison.

Tome 2 (franco 50 F), les 4 chapitres suivants : social (trouver un boulot, se former, hébergement, défense des libertés, prisons, lutte contre l'armée, immigrés, femmes); éducation (littérature dans l'école, écoles, colonies et crèches alternatives, théâtre et livres pour enfants); médias (analyse de la communication, répertoire de la nouvelle presse; fabrication d'un périodique. Comment composer et imprimer soi-même, vidéo et radioamateurs); création (poésie, bande-dessinée, sérigraphie, comment créer une librairie, arts plastiques, photo et ciné, musique, animation de rue, organisation de spectacles, théâtre, folk et folk-club, coop de disques, danse). En annexe un tableau des différentes structures de production avec leurs avantages et inconvénients et une bibliographie sur les coopératives ouvrières.

Le Tome 3 (en souscription 40 F. franco) traitera de santé (gymnastique, expression corporelle, yoga, soins du corps, médecines parallèles, handicapés, lutte contre vaccins, radios); sexualité (éducation, sexologie, luttes de libération, contraception, grossesse et naissance, soins du bébé); psychisme et intellect (mémoire, tests, alternative à la psychiatrie, thérapies nouvelles, patopsychologie, drogues); expansion de la conscience (conditionnement et publicité, astrologie, techniques africaines, orientales et occidentales d'éveil de la conscience)... Chacun peut participer à ce dernier volume dont les sujets ne sont pas définitifs.

Chaque tome est à commander à la Librairie Parallèle, 47 rue St-Honoré, 75001 Paris. Après le tome 3 (parution octobre 77), sera mis en chantier « Le Nouveau Catalogue » qui parlera de tout ce qui aura été oublié dans le Catalogue en 3 volumes. Régis Pluchet.

sensiblement les mêmes propos.

Pourtant, d'après « La Criée », il ne serait pas difficile de trouver des témoignages d'ouvrières accablant les faits dénoncés : « Le patron s'arroge le droit d'interdire toute conversation durant 8 h..., d'espionner les travailleuses de cette entreprise à l'aide de deux caméras..., nombreuses se sont retrouvées en maison de repos après un séjour dans l'atelier... »

« La Criée », jeune de trois ans, se trouve ainsi en danger. Elle vient juste d'échapper le déficit de l'imprimeur pour les numéros 1 et 2. Et avec les dettes de l'an dernier, c'est 16 000 F. qu'il reste à payer. En plus de l'appel urgent qu'il demande, il s'est créé un comité de soutien (réunions tous les jeudis soirs à 20 h 30, allée Léon Gambetta, Marseille 1er, tél. 50-78-60).

Nous donnerons des suites de ce procès dans un prochain numéro. J.P.A.

RACISME

Made in Caroline



Voici neuf ans, Martin Luther King était assassiné à Memphis (Tennessee), alors qu'il s'appretait à conduire une manifestation. Trois ans plus tard - en 1971 - la situation des Noirs américains faisait à nouveau « la une » de la presse internationale, avec le procès politique intenté contre Angela Davis, militante communiste devenue, pour un temps, un nouveau symbole. Et puis, plus rien. Ou presque. Comme si le « problème noir » était réglé aux États-Unis. Comme si plus aucun combat ne se menait du côté des vingt-cinq millions de Noirs nord-américains.

● La réalité, pourtant, s'avère toute autre. Dans tous les domaines, la déségrégation est loin d'être complète, au nord comme au sud des U.S.A. Les Noirs, qui constituent 12 % de la population américaine, représentent encore 31 % des personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Et puis, ils sont en permanence les victimes du système judiciaire. Ainsi, dans un État comme la Caroline du Nord, 1 % de toute la population noire masculine se trouve en prison ! Un quart de la population de cet État est noire... mais le pourcentage de Noirs derrière les barreaux atteint 75 % ! Commentent-ils plus d'actes de délinquance que les autres membres de la communauté américaine ? La vérité est d'abord qu'un Blanc, surtout s'il a de l'argent, peut plus facilement se tirer d'affaire dans le système judiciaire américain, qu'un Noir généralement peu fortuné et sur lequel on a tendance à faire tomber les foudres de la répression.

Par surcroît, nombre de ces Noirs emprisonnés sont des militants contre le racisme et contre la répression, qui ont été victimes de complots, ainsi qu'en témoignent le Pasteur Ben Chavis et les neuf autres condamnés de Wilmington. Mais comme le déclarait Angela Davis, à l'occasion d'un passage à Paris en mars dernier : « Vous connaissez Boukowsky, Pliouchitch, Amalrik... Qui connaît Ben Chavis ? ». Car c'est vrai : nous ne connaissons pas, ou nous ne nous intéressons plus guère aux victimes des violations des Droits de l'Homme aux États-Unis.

Ben Chavis, pasteur protestant noir de vingt-huit ans, a été condamné, en 1972, à trente-quatre ans de prison, uniquement parce qu'il était le leader du mouvement des Droits Civiques en Caroline du Nord. L'histoire paraît énorme... et pourtant elle est véridique.

Ministre de l'Église Unifiée du Christ, le révérend Ben Chavis a été envoyé à Wilmington, Caroline du Nord, en 1971, pour faire une enquête sur le racisme et pour prendre, en quelque sorte, la tête du mouvement pour l'intégration. Cette dernière, en effet, n'a jamais été acceptée par la population blanche de la ville.

Or à la suite d'une bagarre avec des Blancs, dix-huit élèves noirs sont expulsés d'un lycée, et remplacés par des étudiants blancs. Les élèves noirs de l'établissement organisent le boycott de celui-ci, exigeant la réin-

tégration de leurs camarades. Ils se réunissent dans l'église la plus proche, mettant en place des classes parallèles.

« NETTOYER » LA COMMUNAUTÉ NOIRE

Pour la communauté blanche, il s'agit d'une provocation inacceptable. On fait intervenir le Ku Klux Klan, très actif ici, qui menace de tuer le pasteur (blanc) et de faire brûler les maisons avoisinant l'église. Les Noirs demandent la protection des autorités, qui refusent. Pis ! un juge local fait appel au lieutenant Calley, de sinistre mémoire pour avoir été l'auteur de massacres de populations au Vietnam, afin qu'il vienne « nettoyer » la communauté noire.

Ben Chavis organise alors un défilé silencieux auquel participent plus de deux mille cinq cents personnes. Et pour protéger le pasteur qui a accueilli les étudiants, il décide de s'installer avec quelques-uns de ceux-ci dans l'église. Mais le Ku Klux Klan passe à l'attaque, tirant contre l'église. Police, garde nationale et même une division blindée interviennent à leur tour, aux côtés du Klan, pour faire évacuer le petit bâtiment saisi. Le siège dure quatre jours. Un étudiant et un membre de l'organisation raciste sont tués.

Les Noirs n'étaient pas armés. L'enquête n'a pu établir la provenance des balles. Pourtant, un an plus tard, Ben Chavis et neuf autres militants sont arrêtés et accusés d'homicide...

Leur procès s'ouvre en juin 1972. Mais là, affolement du procureur : dix Noirs ont été sélectionnés pour le jury, et il n'y a que deux Blancs ! Le magistrat parvient à faire reporter le procès. Deux mois plus tard, quand ce dernier peut enfin avoir lieu, il y a dix Blancs et deux Noirs dans le jury ! Les dix de Wilmington sont condamnés à deux cent quatre vingt-deux années de prison, dont trente-quatre au pasteur Ben Chavis.

Toute l'accusation a reposé sur le témoignage à charge d'un repris de justice qui a une longue histoire d'instabilités mentales et d'activités criminelles : Allen Hall, tandis qu'on a écarté les témoignages prouvant l'innocence des inculpés. L'Église Unifiée ayant pu, cependant, payer la caution demandée (quatre cents mille dollars), Ben Chavis est libéré. Mais pas pour longtemps, car non seulement des hommes d'affaires de Wilmington ont mé-

sa tête à prix et tentent de le faire assassiner, mais encore toutes ses demandes en appel ou en révision de procès sont refusées. Au début de 1976, il est de nouveau incarcéré. Pour trente-quatre ans ?

« NOUS RESTERONS EN PRISON »

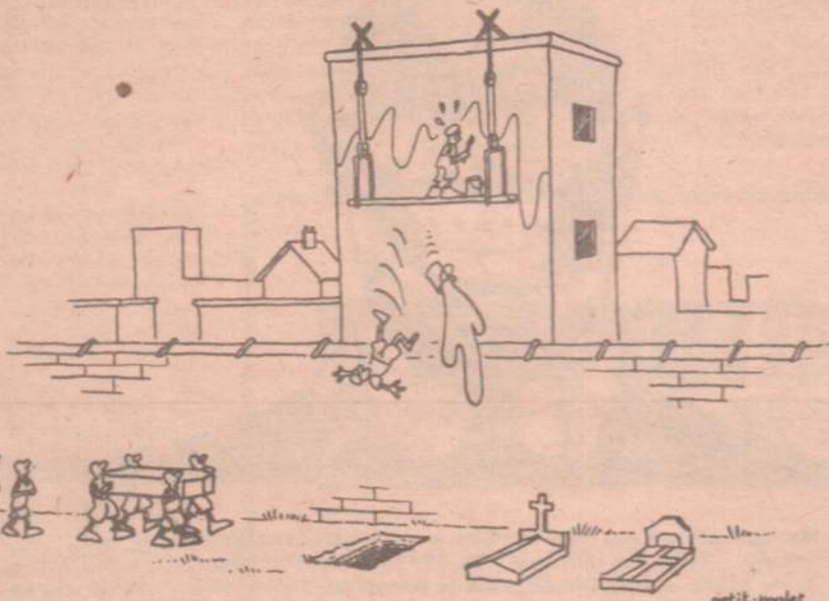
On pouvait le craindre voici quelques mois seulement. Mais en octobre 1976, Allen Hall s'est rétracté et a déclaré sous serment devant la Cour fédérale qu'il avait menti. S'il a accusé les dix de Wilmington, c'est contraint, sous la menace, par les autorités locales et fédérales.

Le 9 mai dernier, Ben Chavis et ses amis, qui n'ont cessé de clamer leur innocence, ont été entendus à une nouvelle audience. Après dix jours, le juge Fountain a refusé de rouvrir le procès en affirmant qu'il n'avait pas à se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence des condamnés, leurs droits constitutionnels n'ayant pas été violés dans le procès de 1972.

Les rétractations successives des principaux témoins à charge, qui n'ont donné pas moins de dix-sept versions différentes de l'affaire, ainsi que la déposition de l'ancien pasteur de Wilmington, qui affirme que Ben Chavis était avec lui au moment d'un des incidents, n'ont pas empêché la justice de maintenir les inculpés en prison. Ces derniers ne se faisaient guère d'illusions quant à la clémence du juge de Caroline du Nord, état dont la réputation dans le domaine racial, judiciaire et pénitentiaire n'est plus à faire. Ben Chavis déclarait voici quelques temps à Jean-Daniel Simon, auteur d'un film sur Angela Davis (cf Le Monde du 26 décembre 1976) : « Si le peuple américain et tous les gens de bonne volonté du monde entier ne font pas pression sur le gouvernement de Caroline du Nord et sur le gouvernement fédéral, nous resterons en prison ».

Un comité pour la libération de Ben Chavis et des neuf autres condamnés de Wilmington (36 rue de la Glacière, Paris 13e) s'est constitué en France. Il appelle tous ceux qui combattent pour le respect des Droits de l'Homme et la Liberté à agir avec lui, par exemple en envoyant des télégrammes à l'ambassade américaine à Paris. Répondre à cet appel peut être pour nous une matière de rester fidèles à l'action et à la mémoire de Martin Luther King.

Sur le Terrain



Anti-nucléaire

● **ROMANS (Isère)** : « capitale de la chaussure » est en train de devenir un centre nucléaire.

Il existait déjà la CERCA : centre d'étude et de réalisation de combustibles. Plusieurs nouveaux projets sont en cours :

1) La FBFC (Franco-Belge de Fabrication de Combustibles) qui devrait fournir le combustible des centrales nucléaires françaises et européennes.

L'enquête d'utilité publique a eu lieu le 24 avril au 25 mai d'abord secrètement puis le débat a pu devenir public.

La municipalité a organisé une réunion d'information faite par les dirigeants de la FBFC. Elle n'a pas encore pris position et va organiser un référendum. Les travaux sont en cours.

2) Un projet de centrale nucléaire (type non précisé) sur St-Paul-les-Romans. Un comité AEA (association antinucléaire) s'est constitué. (Projet abandonné le 25/5).

3) Un projet de « création d'un atelier de prétraitement de déchets très enrichis » à Romans sur la demande de la CERCA. L'enquête locale est ouverte à la mairie.

Pour le comité anti FBFC, contact : G. Martin, 5 rue de Royan, 26100-Romans

● **POITOU** : Dans le cadre du Congrès des physiciens et des journées « Pop-physique, la physique dans la rue », Jean Kergrist, le clown atomique, fera une tournée dans le Poitou :

— mardi 21 juin à 21 h, au centre culturel de Chateaubault.

— le mercredi 22 juin à 21 h, au Centre social du Clos Gauthier de Poitiers.

— le jeudi 23 juin à 17 h 30, parade dans les rues piétonnes de Poitiers ; à 20 h 30 sur la place d'Armes de Poitiers.

— le vendredi 24 juin à 21 h au Centre Aliénor d'Aquitaine de Poitiers.

— le samedi 25 juin à 21 h à la M.J.C. de Champigny.

— le lundi 27 juin à 21 h à la Maison pour Tous du cloû-bouchet de Niort.

— le mardi 28 juin à 21 h 30 à Moncoustant (79).

— le mercredi 29 juin à 21 h 30 à Cerisy C'était un communiqué (à peine déchiffrable d'ailleurs — note du claviste — que je ne vous y reprenne plus) du Groupe d'Action Ecologique, Centre Social du Clos Gauthier, 86 000 Poitiers.

● **LIMOUSIN**. Pour préparer une délégation à Malville (et aussi ailleurs) pendant cet été, tous les membres du G.R.A.N.V. et du regretté C.R.I.N. sont invités à se retrouver le lundi 3 juin : 29 rue du Puy-les-Rodas, vers 20 h 30 (apportez les affiches Malville, S.V.P.).

● **EXPO-PANNEAUX**. En préparation aux actions contre le surgénératateur de Malville, les Amis de la Terre de Lille (51 rue de Casé, 59000 Lille) dispose d'une expo de 7 panneaux sur le sujet pour 50 F. D'autre part, il reste aussi quelques expo. complètes sur le nucléaire (25 panneaux, 200 F.).

● **NANCY**. Un groupe écologique vient de se créer « Ecologie et Autogestion », il a pour premiers objectifs : animer la région et préparer Malville. Contact : Jean-Pierre Bigorgne, CV Montplaisir D 530 rue Collet 54500 Vandœuvre. Remuez-vous et venez-nous voir.

● **SEREZIN DU RHONE** (15 km au Sud de Lyon) : Le groupe écologique présentera le film « Condamnés à réussir » réalisé par les travailleurs de La Hague. Ça se passera le mercredi 15 juin à 20 h 30 à la M.J.C. rue de Ternay.

● **TOURNUS** : Le mouvement écologique de Tournus qui vient de se créer organise sa première réunion le samedi 11 juin à 14 h 30 salle No 1 du Palais de Justice. Il y sera discuté de l'organisation pratique du M.E.T., de la lutte anti-nucléaire, de Malville, ainsi qu'un compte-rendu de la réunion du collectif national du M.E., puis de nos rapports avec les autres organisations, réformistes, environnementalistes, et autres. Nous invitons toutes les personnes à venir nous soutenir discuter et AGIR ensemble.

● **Le COMITÉ LARZAC de Paris appelle** tous les comités et associations antimilitaristes, antinucléaires, les comités Larzac de la région parisienne ainsi que tous ceux qui soutiennent les luttes des paysans et en particulier ceux du Larzac, les luttes contre l'armée, les luttes antinucléaires et pour le cadre de vie...etc... à une réunion le **JEUDI 9 JUIN à 20 H**, fac de Jussieu, tour 46 (Métro Jussieu). Nous discuterons de notre participation aux initiatives de cet été et de la manière de les coordonner. **TOUS AU MALVILLE les 30 et 31 JUILLET — TOUS AU LARZAC les 13 et 14 AOUT !**

● **TOULON** : Avons créé à Toulon et environs, un comité anti-nucléaire. Les personnes intéressées doivent prendre contact à : C.A.N. c/o R. Façon, B.P. 68 83 051 Toulon Cedex

● **VAL D'OISE** : le Groupe départemental des AMIS de la TERRE est devenu important. Aussi la décision a-t-elle été prise d'essimer en alvéoles locales, dont le groupe 95 sera la coordination. Cela va de Sarcelles à Magny-en-Vexin, en passant par la Frette et Lunarches.

Vendredi 17 juin : « Voyage dans les centrales de la terre » au centre social « Les Carreaux », près de la gare de Villiers-le-bel, à 20 h 30.

Dimanche 19 juin : nettoyage du bois des Eboulures à Franconville, suivi d'une fête afin de prévenir la construction d'une route.

Film de la CFDT du CEA « Condamnés à réussir » disponible sur le Val d'Oise les 10, 13, 18, 20, 21, 22, 23 juin. Avis aux intéressés.

Les A.T. Val d'Oise, 8 rue Pierre Curie, 95 300 PONTOISE. Tél. 467 40 89 et 031 10 90

● **URANIUM « PACIFIQUE »**.

1) Le gouvernement français vient d'annoncer avec éclat ce nouveau procédé qu'il a présenté comme avantageux et « pacifique ».

Mais ce procédé n'ayant pas été décrit, il est actuellement impossible d'en contrôler les avantages annoncés et d'en découvrir les inconvénients cachés.

L'A.P.R.I. pense que l'annonce de cette découverte devrait être suivie de sa démonstration publique, en application de la déclaration faite à l'Assemblée Nationale le 14 mars 1975 par le ministre de l'Industrie et de la recherche parlant au nom du gouvernement, selon laquelle le gouvernement « jouerait désormais cartes sur table et ouvrirait tous les dossiers ».

Ce n'est que lorsque ce procédé aura été expérimenté qu'il sera possible d'en calculer l'intérêt et les nuisances, notamment radioactives.

2) Le communiqué officiel souligne que cet uranium ne pourra pas être utilisé en pratique pour l'armement qui nécessite un uranium hautement enrichi.

L'A.P.R.I. fait observer que cet uranium faiblement enrichi, qui sera utilisé dans les réacteurs, permettra, lors du retraitement du combustible irradié, d'obtenir du plutonium qui, comme chacun le sait de par le monde, est un excellent explosif nucléaire militaire.

D'autre part, ce procédé nouveau n'étant pas expliqué, rien ne semble s'opposer à ce que l'uranium résiduel des éléments combustibles irradiés sortant des centrales nucléaires, soit réintroduit dans un cycle d'enrichissement de type Pierre-Lite, pour en faire un uranium enrichi à usage militaire.

3) Même si ce procédé nouveau était absolument inoffensif, il s'inscrirait obligatoirement dans le cycle de l'industrie

nucléaire, dont les nuisances radioactives et les risques mortels pour nos civilisations sont dénoncés par les mouvements écologistes et pacifistes du monde entier, par de nombreux scientifiques et qui motivent en partie l'objection de conscience.

4) L'A.P.R.I. demande que soit démontré le caractère « pacifique » de cet uranium faiblement enrichi ; comment peut-il apporter la paix aux hommes, menacés en particulier par la déchéance radioactive imputable au fonctionnement de toute l'industrie nucléaire, aux retombées des explosions nucléaires militaires, et par la menace constante du génocide nucléaire soigneusement préparé par les gouvernants des nations disposant d'une industrie nucléaire ?

Jean Pignaro

Communiqué de l'Association pour la Protection contre les rayonnements ionisants (APRI) 12 rue des Noyers, F. Gise-noy, 77390 Verneuil l'Étang.

● **METZ** - Un collectif anti-nucléaire est né avec pour premier but de lutter contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom. Il vient, dans le cadre de l'enquête d'utilité publique pour la centrale nucléaire de Cattenom, qui a débuté le 9 mai (la date limite étant le 30 juin) de réaliser un modèle-type de lettre disponible pour toutes les personnes désirant manifester leur opposition à ce projet. Toutes ces lettres signées seront ensuite remises à la préfecture de Metz pour figurer dans le dossier d'enquête.

Il organise également un départ de Metz pour tous ceux qui voudraient participer à la manifestation organisée le samedi 11 juin à 15 h à Thionville par l'ASVM contre le projet de Cattenom. Le cortège d'automobiles (décorés si possible) partira à 13 h 30 de la place de la gare.

Pour tout contact : Lambert Christiane, 101 Fouligny, 57220 Boulay.

● **FESSENHEIM - LETTRE OUVERTE** A M. Goetschy, président du conseil général du Haut-Rhin.

Monsieur le Président, C'est avec surprise que samedi 7 mai, nous avons appris par la presse, la désignation de la SEGENAL, ainsi que la reconduction de l'association E.E.E. comme membres de la Commission de Contrôle de Fessenheim.

Nous mettons en doute la représentativité de ces deux associations car à notre connaissance, sauf par la personne de M. Heil, ces deux associations ne se sont jamais distinguées ni par un quelconque travail d'information sur les problèmes posés par l'industrie nucléaire, ni par des prises de position publique sur le sujet qui nous occupe.

La seule association qui puisse prétendre être une émanation de la population des trois cantons principalement concernés (Ensisheim, Neuf-Brisach, Andolsheim) c'est la FANEF qui regroupe de nombreux adhérents et de nombreux sympathisants.

Comment expliquer que la FANEF, qui faisait partie dans un premier temps de la Commission de Contrôle provisoire, en ait été exclue ?

Nous tenons à exprimer notre profond désaccord sur cette éviction et sur votre nouveau choix, qui montrent une fois de plus que les personnes directement concernées n'ont pas voix au chapitre, et nous demandons que la FANEF fasse à nouveau partie de la Commission de Contrôle.

Nous comptons sur vous, Monsieur le Président, pour faire aboutir cette légitime demande, et vous prions d'agréer nos salutations respectueuses.

Grutrans Gilbert, FANEF, 1 rue des Alpes Algosheim 63600 Neuf-Brisach - tél. (89)-72-58-71

● **SUCY EN BRIE** Réunion antinucléaire samedi 11 juin. On y parlera des marches sur Nogent sur Seine et sur Malville, à partir de 19 h (buffet campagnard) - 20 h. Film « Condamnés à réussir » avec Pignaro, de l'A.P.R.I. - Salle des Fêtes de Sucy UDCFDT - Amis de la Terre - MFASD - PSU - Sucy (94370)

● **CRUAS-MEYSE**. Nous le savons de source sûre : une entreprise Montillienne va commencer les travaux de la centrale. Son directeur, ainsi que la préfecture, les renseignements généraux, la gendarmerie, sont prévenus : nous nous opposerons aux travaux par tous les moyens. Nous le savons aussi : il a été fait appel à des chiens policiers pour permettre au chantier de commencer. Cela préfigure bien ce que sera la société nucléaire : une société policière.

Apprêtez-vous à nous rejoindre : nous devons être nombreux pour empêcher le début des travaux.

Comité Régional Antinucléaire de Cruas-Meyse - mairie 07400 Meyse.

les radios pirates...

...un peu de technique

La semaine dernière, nous évoquions la possibilité de l'utilisation des ondes. Après avoir considéré le rôle joué par les médias à l'heure actuelle et leur soi-disant objectivité dans l'information, nous avons abordé le mythe de la technique, qui fait croire à l'omniprésente nécessité des spécialistes pour la construction et l'animation de stations radio, en vous promettant les données techniques nécessaires à la réalisation de ces appareils. Les applications de l'émission radio peuvent présenter différentes facettes, mais l'un des buts — avoués — de l'opération consiste à réduire en miettes le monopole d'Etat sur les télécommunications, en utilisant l'arme de la multiplicité des émetteurs. Croissez donc, multipliez-vous, et recouvrez toute la France... Mais pour ceux que la technique effare encore, voici quelques explications et conseils d'ordre général, en attendant d'entrer dans les détails de construction plus concrets et plus pratiques.

ONDES ELECTROMAGNETIQUES ET ACCOUSTIQUES

La voix, ou la musique, que vous entendez dans votre poste de TSF, provient d'émetteurs situés à des centaines de kilomètres et de là est portée par des ondes électromagnétiques. Ces ondes se propagent à la vitesse de la lumière, soit 300.000 km/s, mais leur intensité baisse avec la distance à l'émetteur. Aussi est-il nécessaire pour entendre des postes situés très loin, d'avoir un récepteur particulièrement sensible et/ou des conditions météorologiques spécialement favorables, à moins que l'émission d'un poste principal ne soit retransmise par des relais. En principe, les ondes se propagent dans toutes les directions, mais il est possible de concentrer l'émission dans un angle prédéterminé à l'aide d'artifices techniques. Par contre, les ondes sont absorbées plus ou moins fortement dans la matière en fonction de l'énergie transportée et de la structure de l'obstacle.

Imaginez la propagation de la lumière, mais d'une lumière un peu spéciale : certains objets (comme le bois, les tuiles, les briques, la pierre, etc.), opaques aux rayons optiques, sont en quelque sorte transparents aux ondes-radio pour les fréquences couramment utilisées. D'autres matériaux, comme les métaux, empêchent la propagation. Dans son principe, l'onde-radio est similaire à la lumière, aux micro-ondes, aux rayons X ou gamma. La différence réside dans la quantité d'énergie transportée par ces différents types d'ondes électromagnétiques.

La voix, la musique, tout «bruit» de manière générale est constitué d'ondes d'un type différent, à savoir les ondes acoustiques. Elles correspondent à des vibrations d'un médium, l'air en règle générale. Ces vibrations sont des mouvements périodiques très rapides. L'unité couramment utilisée pour leur fréquence est le Hertz (Hz), qui correspond au nombre de vibrations par seconde. L'oreille humaine est capable de percevoir des sons situés, dans le meilleur des cas, entre 20 Hz pour les sons les plus graves jusqu'à 20.000 Hz pour les plus aigus. La fréquence élémentaire de la voix humaine se situe aux environs de 100 - 300 Hz pour la parole !

MODULATION D'AMPLITUDE ET DE FREQUENCE

Pour les appareils électroacoustiques, il convient de transformer les ondes acoustiques en ondes électriques (micro) ou inversement (haut-parleur). Ces ondes électriques elles-mêmes

doivent trouver un support (ondes électromagnétiques) pour être propagées au loin dans un émetteur radio. Les deux techniques les plus couramment employées dans ce but à l'heure actuelle sont : la modulation d'amplitude (AM) et la modulation de fréquence (FM). Il existe donc pour la radio une onde électromagnétique «porteuse», (dont la fréquence se situe au-delà des fréquences acoustiques usuelles) et un «message» transporté par cette onde. (voir tableau 1)

L'émetteur remplit la fonction du codage du signal, c'est-à-dire, hormis l'émission de la porteuse, il la module de telle manière qu'elle contienne le message. La fonction du récepteur est de percevoir cette onde, de la «décoder», de recueillir le message, de l'amplifier et de le rendre audible à l'oreille humaine.

Le système AM fut le premier à être utilisé, car le décodage du signal FM est assez complexe. De nos jours, le système FM est plus employé car il présente des avantages de qualité évidents :

- les fréquences retransmises

en AM s'étendent de 40 à 4 000 Hz, alors que la FM retransmet de 20 à 16 000 Hz. Amélioration de la qualité du son transmis dans les graves, mais surtout dans les aigus, le son a plus de «formant».

- les parasites : ils provoquent une pointe sur l'onde. Or, en AM cette pointe est interprétée, à la démodulation, comme un son, alors qu'en FM, l'amplitude est coupée à l'entrée de la démodulation, car elle ne contient aucun signal intéressant.

En ce qui concerne l'émission radio, la technique la plus simple au point de vue construction est la modulation de fréquence. Les réalisations ont de plus l'avantage d'être peu encombrantes, facilement transportables et de pouvoir être alimentées par piles ou batteries, d'où une mobilité plus évidente que dans une alimentation par secteur. L'inconvénient réside dans le fait que la modulation de fréquence n'est pas encore très courante en France et qu'il existe relativement peu de postes récepteurs pour cette gamme de fréquence. Un autre «inconvenient» réside dans la portée assez limitée des ondes FM (portée «à vue»). Ce qui signifie également que la portée maximum est rapidement atteinte, même pas des postes de faible puissance.

LES GAMMES DE FREQUENCE ET LEURS UTILISATIONS

L'émission en ondes-radio se fait actuellement sur plusieurs gammes de fréquence (Grandes Ondes : GO, Petites Ondes : PO, plusieurs gammes d'ondes courtes, OC I, OC II, etc... et les ondes ultra-courtes, couramment, bien qu'à tort, appelées FM). Pour les fréquences faibles (GO, PO), la technique employée est uniquement l'AM; les bandes OC utilisent, pour certaines gammes l'AM pour d'autres, la FM.

La longueur d'onde décroît avec l'augmentation de fréquence. (tableau 2).

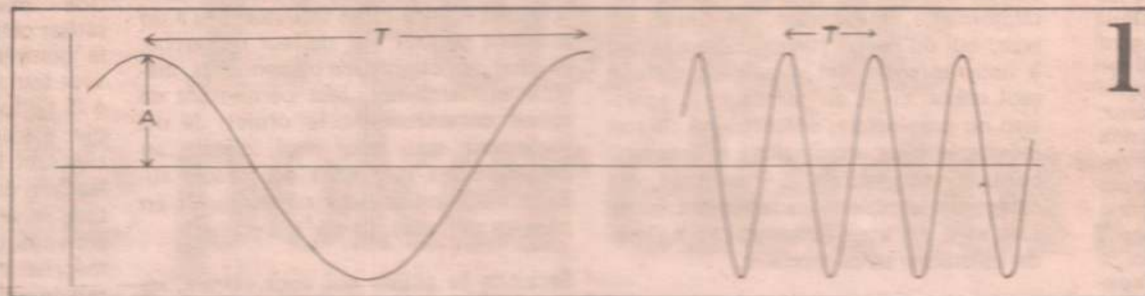
Dans les postes de TSF, la bande balayée est beaucoup plus étroite, ce qui ne veut pas dire, l'en au contraire, qu'aucune émission n'existe en-deça : ces fréquences sont réservées à certains services spéciaux (ambulance, taxi, gendarmerie, police, etc) dont voici le détail pour la bande des ondesultracourtes (tableau 3)

POUR L'EMISSION

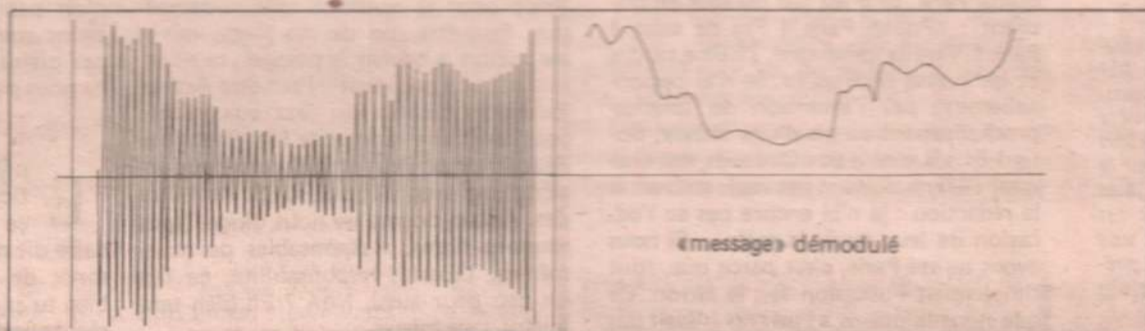
Un autre élément intéressant pour l'émission est la puissance de l'émetteur. Car c'est d'elle que dépend la portée de l'appareil. Sans entrer dans les détails techniques (il convient d'ajouter que la définition de la portée d'un émetteur est assez vague), on peut dire qu'une puissance de quelques watts (W) est suffisante pour inonder une ville de moyenne importance, si l'émetteur est bien placé. La portée est beaucoup plus grande en mer et dépend fortement du nombre et de la taille des obstacles que rencontreront les ondes dans leur propagation.

Il est essentiel pour l'émission que l'antenne se trouve le plus haut possible d'une part, d'autre part que l'endroit d'émission soit relativement libre d'objets métalliques imposants (maison en béton armé, charpente métallique, pylône, ligne haute tension, etc) et soit dégagé dans la direction d'émission (montagne, coteau, etc). Enfin l'émission ne peut s'opérer que depuis un point fixe. Vu la clandestinité actuelle de l'opération, il vaut mieux trouver un endroit qui soit, soit très public, soit très discret, propice à la surveillance des alentours, éventuellement au repli...

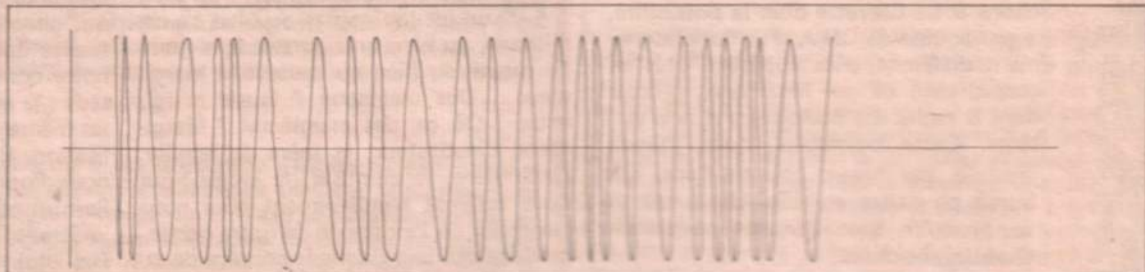
Car émettre n'est toutefois pas dépourvu de risque... Et si la répression n'est pas très brutale à l'heure actuelle, elle est rapide ! Nous aborderons dans un prochain article les risques qui sont encourus par les méchants pirates et les moyens de les limiter... (à suivre)



ONDE PORTEUSE : T: Période = 1/Fréquence, A: Amplitude



MODULATION D'AMPLITUDE : Le «message» est additionné à l'amplitude de la «porteuse». La fréquence de la «porteuse» reste fixe.



MODULATION DE FREQUENCE : Le «message» est transmis en ajoutant (ou en retranchant) la fréquence et l'amplitude du signal suivant un certain codage à la fréquence de la «porteuse». L'amplitude de la «porteuse» reste constante.

Gamme	Longueur d'onde	Fréquence
G.O.	600 m à 30 km	10 kHz à 0,5 MHz
P.O.	200 m à 600 m	0,5 MHz à 1,5 MHz
O.C.	10 m à 600 m	1,5 MHz à 30 MHz
Ondes ultracourtes	1 m à 10 m	30 MHz à 300 MHz
O.U.C. (FM)		
1 kHz (kilohertz) : 1.000 Hz		1 MHz (Mégahertz) : 1.000.000 Hz

(Il s'agit là bien évidemment de la fréquence de la bande porteuse)

Bande des ondes ultracourtes

Bande de 30 à 40 MHz : police
 Bande de 32 à 35 MHz : SNCF
 Fréquences de 36,4 et 39,2 MHz : Fréquences prévues pour l'utilisation des «microphones-émetteurs» portatifs (FM)
 Fréquence de 40 MHz : Fréquence d'émission souvent utilisée par les satellites soviétiques.
 Bande de 43 à 65,55 MHz : Télévision bande I
 Bande de 68 à 88 MHz : Police, pompiers, EDF, etc.
 Bande de 72 à 72,5 MHz : Radio-Télé-commande «amateurs»
 Bande de 75 à 82 MHz : Radio - taxis
 Bande de 84 à 88 MHz : Police
 Bande de 88 à 104 MHz : Radiodiffusion FM
 Fréquence de 108 MHz : Fréquence souvent utilisée par les satellites artificiels - USA -
 Bande de 108 à 112 MHz : Aéronautique : Localiser (balisage, axial de piste - ILS - VAR)
 Bande de 111,6 à 117,9 MHz : Stations VOR de radioguidage (aviation)
 Bande de 117,9 MHz à 144 MHz : Aéronautique : Radiocommunications VHF
 Bande de 144 à 146 MHz : Bande «amateurs» 2 m. Balises.
 Bande de 146 à 156 MHz : Services aéronautiques.
 Bande de 156 à 162 MHz : Radiotéléphone urbain (véhicules), SNCF, bande maritime ILS (aviation)
 Bande de 162 à 215 MHz : Télévision bande III
 Bande de 225 à 3000 MHz : Télécommunication tactique, contrôles aéronautiques.

insurgés

(suite de la page 4)

• Patrick Delapille après avoir refusé d'exécuter son service pour des motifs religieux et avoir été condamné à deux ans de prison, a été radié de l'éducation nationale. Devant la contestation, les grandes institutions se serrent les coudes !

• Yves Carel, mécanicien, âgé de 21 ans, militant anarchiste et libertaire est détenu depuis plus de 5 mois à Fresnes. Il doit passer en jugement le 14 juin prochain à 13 h au TFFA de Paris, 20 rue de Reuilly 75 012 pour insoumission et refus d'obéissance. Il risque deux ans de prison. Venez nombreux le soutenir le jour de son procès, les places sont gratuites.

SERGEANT ET DÉSERTEUR

• Le Monde du 28 mai nous apprend que dans l'armée de l'air les engagés de moins de dix-huit ans pourront demander la résiliation de leur contrat à leur majorité. Bien que cette décision n'ait pas été imitée par les deux autres corps d'armées il faut voir là un effet direct de la campagne contre les écoles militaires menée tambour battant par notre grand copain Jean-René Quinard le sergent qui avait déserté puisqu'il ne pouvait résilier un contrat de sept ans signé avec l'armée alors qu'il était encore mineur. Une lecture rétroactive de cette décision permettra sans doute à Jean-René de bénéficier de la clémence de ses juges lorsqu'il passera en procès à la rentrée prochaine à Metz. Rappelons que Jean-René, alors qu'il était recherché activement par la police, a tenu meetings et conférences pour dénoncer l'arbitraire des écoles militaires.

A L'INTÉRIEUR DES CASERNES

• On a reçu le N° 6 des Cosaques se rebifent, journal du comité de soldats du 75^e RI de Valence, signe tangible que là aussi ça bouge. La sécurité militaire a enquêté dans la caserne mais en pure perte. Alors que le régiment partait en manœuvre sur le Larzac, Les Cosaques ont publié une information sur le camp : «Le Larzac est peut-être un symbole, mais c'est aussi une réalité, celle de ceux qui aux chars préfèrent le blé et les moutons. Nous sommes avec eux».

• Depuis le début du mois d'avril, la sécurité militaire s'est lancée dans une grande offensive contre les comités de soldats... A Spire, Vieux-Brisach, Bourg-Saint-Maurice, Toulon, Rastatt, partout s'abat la répression.

Pourtant le mouvement des soldats gagne du terrain. Témoin la bonne tenue des journaux de comités et en particulier de «Spirite rouge» dont le numéro 20 vient de paraître. Au sommaire : les soldats dans la rue; quand la sécurité militaire s'en va-t-en guerre; comment meurt-on à Landau? réflexions sur l'affaire Belkessa; aspirateur rouge; interview d'un engagé... Vous pouvez vous procurer ce petit chef-d'œuvre en écrivant au directeur de publication. C'est un certain B. Plagemann demeurant au 7420 Münsingen Postfach 1222.

Ces informations ont été recueillies par deux insurgés chroniques en fusion : Jean-Louis Soulié et Yves-Bruno Civel.

Pour en finir avec les radotages...

A la suite de certaines questions saugrenues posées au cours de notre conférence de presse parisienne, à la suite de deux articles de confrères (Claire B. dans «Libération» du 3 juin, Claude Boris dans «Politique Hebdo» du 6 juin) on oscille, ici, entre la perplexité et la rigolade. Perplexité devant le peu d'intérêt pour les questions de fond, en faveur des ragots de couloir et des relents de querelle. Rigolade, enfin, devant la fantaisie des interprétations. Quoi qu'il en soit, on va se donner la peine, une dernière fois, de préciser certains trucs afin de n'avoir plus à revenir sur les notions de base concernant la fusion GO-CNV (exactement comme, il y a seulement quelques mois, il fallait revenir sans cesse sur les notions de base de l'écologie, cette «idéologie réactionnaire», devant les mêmes publications qui se font aujourd'hui les champions de sa pureté et de son efficacité).

Arrêtez donc un peu, les uns et les autres, d'employer un raisonnement dichotomique, manichéen, en blanc ou noir, oui ou non... Pourquoi tenez-vous à nous enfermer (et vous avec) dans le seul choix «ville ou campagne», «parisien ou provincial», accompagné de son inévitable suite «journaliste efficace ou militant marginalisé»? Pour nous, ces catégories semblent parfaitement farfelues et il ne nous viendrait pas à l'idée de les utiliser en ce moment.

Je l'ai dit et je le répète, si nous avons quitté Paris, ce n'est pas du tout en crachant : «Pouah Paris ! Pas de salut à Paris ! Vive la campagne, l'herbe tendre et les braves bêtes !». Je n'ai personnellement pas l'intention de toucher prochainement au pis d'une chèvre, Boris ! Et s'il y en a aux Circauds, des chèvres, elles ne doivent pas venir souvent à la rédaction : je n'ai encore pas eu l'occasion de leur serrer la main... Si nous avons quitté Paris, c'est parce que, tout simplement l'occasion fait le larron. Ce que nous refusions à Paris, ce n'était pas Paris, c'était le fonctionnement interne de «La Gueule Ouverte» qui se trouvait, par hasard, à Paris. Ce que nous recherchons à La Clayette c'est la possibilité, avec l'équipe de CNV, d'un fonctionnement différent, plus cohérent, plus en accord avec ce qui nous tient à cœur dans la recherche écologique et non violente. Cette possibilité, nous l'avons trouvée, par hasard hors de Paris. Elle aurait pu naître en ville. Elle aurait pu se produire avec l'équipe parisienne. Question de choix.

Ce n'est pas facile de sortir de certains conditionnements : hiérarchie des relations ; paternalisme d'une part (maternalisme en l'occurrence) et inertie de l'autre ; autosatisfaction facile ; acharnement à une tâche (sortie hebdomadaire



d'un canard) sans plus en voir la signification ni les implications personnelles ; bureaucratie coupée d'une pratique quotidienne des choix politiques, et cætera. Remise en question individuelle durable. Personnellement, il ne me vient pas à l'idée de juger, de méjuger, ceux qui, au sein de l'équipe ne se trouvaient ni à un moment de leur vie, de leur recherche, ni dans des conditions personnelles, matérielles, familiales, leur permettant de suivre complètement le projet. Je dis seulement que, pour moi, c'était, au point de ma recherche où je suis aujourd'hui, une absolue nécessité. Et en plus, ça m'amuse. Ça me fait plaisir.

Serait-ce le plaisir qui vous effraie, les copains ?

Voilà pour la question ville-ou-campagne. Peut-être, un de ces jours, vais-je me mettre à bêcher le potager, ce ne serait pas une nouveauté. Peut-être Arthur jouera-t-il bientôt du jazz aux vaches pour leur faire monter le lait. Peut-être. Peut-être pas. Peut-être vivrons-nous entièrement avec l'équipe d'ici. Peut-être pas. Aucun dogme ne nous dirige. Nous sommes libres. Responsables de nous-mêmes. Liberté, responsabilité, ça fait un peu peur aussi. Non ? Eh bien tant mieux, tant mieux...

Deuxième dilemme dans lequel on voudrait nous coincer : ou bien on est journaliste ou bien on est militant, ou bien on s'adresse à la grande masse ou bien on cause aux marginaux... Des marginaux ? Quels marginaux ? Où ça, des marginaux ? Marginaux, l'instituteur, la mère de famille, l'infirmière, le chimiste, le lycéen, qui nous écrivent régulièrement pour nous remercier de l'existence de notre hebdomadaire qui leur donne le courage de résister. Marginaux, les paysans de Naussec ? Marginal, le père Stote, petit commerçant qui a déchiré son livret militaire en pleine séance du TFFA de Metz ? Marginale, la population de Colmar qui manifestait naguère avec les grévistes de la faim anti-nucléaires ?

Ces gens-là, nos lecteurs, ont seulement fait le même choix que le nôtre aujourd'hui : celui de la cohérence. C'est ça que vous appelez «être militant»? Alors oui, nous sommes des militants. Nous nous adressons à des militants. Si vous voulez.

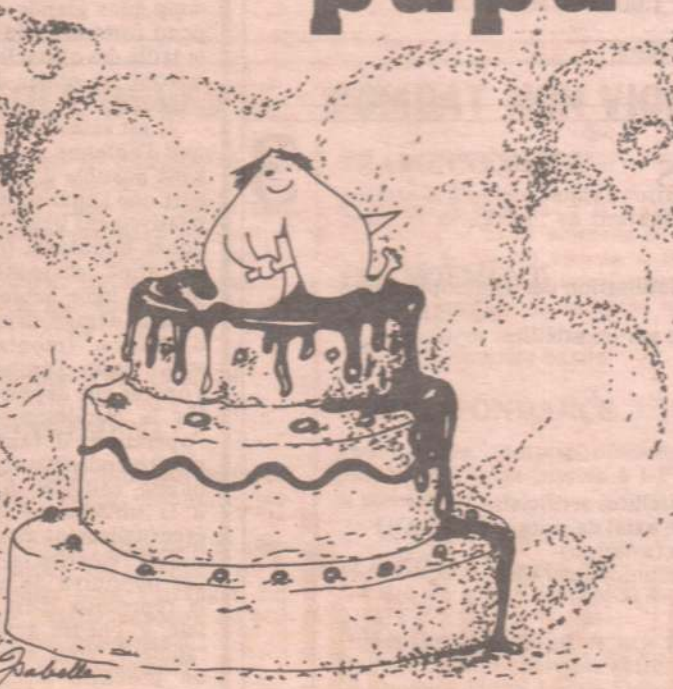
Ça ne nous empêche en aucune façon de nous considérer, quand ça se trouve, comme des journalistes. Quand ça se trouve. Quand il est important de relater un événement parce que les gens qui le vivent n'ont pas le loisir ni les moyens de le faire eux-mêmes. Loin de nous l'idée de cracher sur les bons journalistes. Nous souhaitons être de bons journalistes. Déplorons seulement qu'il y en ait si peu. Qu'on ne nous ait pas démontré souvent, ni à la GO ni ailleurs, en quoi un «bon journaliste qui s'adresse à la grande masse» se devait d'avoir une pratique différente de la nôtre.

Qu'est-ce que vous nous demandez ? Que devrions-nous faire pour vous retirer cette impression que nous lâchons la confrérie, maman j'ai peur, je suis tout seul, «La Gueule Ouverte» est partie à la campagne ? Nous lancer dans le papier glacé, la quadrichromie, la pub, le tiercé et les mots croisés pour toucher les fans de Guy Lux ? Si c'est ça, alors, oui, nous demeurerons «marginaux». Non pas, une fois encore, parce que nous mépriserions (?) une équipe qui se servirait de ces méthodes pour propager l'écologie, mais parce que, en ce moment, ce n'est pas le genre de boulot que nous avons envie de faire. Ça ne nous ferait pas plaisir. Ça serait une corvée. Et ça ne nous paraît pas, à nous, cohérent.

Enfin, et là je m'adresse tout particulièrement à toi, Claude Boris, ça la fout mal dans un hebdomadaire dit d'extrême gauche, d'écrire que sortir de Paris, c'est «se retirer». Ou bien tu as écrit ça dans la volonté délibérée de nous nuire, de faire croire à notre disparition, ou bien tu le penses vraiment, et c'est grave pour tes lecteurs, militants des quatre coins de la province qui, chaque jour, sur le terrain, font l'actualité dont tu te repais. En parlant en notre nom, tu fais de nouveau un contre-sens : le mot «décentralisation» (tu parles même de vraie et de fausse décentralisation !) c'est toi qui l'emploie, pas nous. Pour nous, le centre, il est partout. Partout où des gens vivent, se bagarrent, jouissent, aiment et sont nos copains. Pas plus à Paris qu'ailleurs, mais pas moins à Paris qu'ailleurs non plus. Dites, les gars, ouverture d'esprit, vous connaissez cette expression ? Alors vous devriez l'employer plus souvent. Ça vous sortirait des clichés tout prêts.

Isabelle Cabut.

papa a dix sept ans



La semaine dernière, l'équipe d'«Hara-Kiri» (qui se colle aussi «Charlie-Hebdo», «Charlie mensuel» et les fameux bouquins de la série «Bête et Méchant») a fêté joyeusement ses dix-sept ans et son changement de format en compagnie de quelques copains et d'une presse maigrichonne plus que discrète par la suite. «Hara-Kiri» générerait-il encore ? «Hara-Kiri», c'est notre papa. C'est l'ancêtre, le premier de la série aux Éditions du Square. C'est celui qui a défié pour nous préparer le terrain censures et interdictions, qui s'est joué des dettes et de la censure économique. Qui a imposé, en pleine période de guimauve triomphante, la liberté d'expression, la saine dérision tous azimuts. Qui a démystifié tous les tabous hypocrites, celui du fric, celui du sexe, celui de la «bien-pensée», celui de la politesse

minaudante. C'est «Hara-Kiri» qui, le premier dans la grande presse a montré qu'on pouvait sortir des conformismes, du classicisme et de la «culture» bourgeoise. Sans «Hara-Kiri», il n'y aurait pas eu «Charlie-Hebdo», bien sûr, mais il n'y aurait peut-être pas eu les graphitis de 68, il n'y aurait certainement pas eu ni «Antirouille», ni le «Fluide Glacial» et autres «Échos des Savanes», ni même notre «Libération» quotidienne, ni certaines émissions télévisées de J.C. Averty, ni, ni, ni... «Hara-Kiri» relayé en 69 par «Hara-Kiri Hebdo», devenu «Charlie-Hebdo», à la suite d'une interdiction marcellinesque, a transformé, à notre insu peut-être, notre langage, nos attitudes et jusqu'à notre ouverture d'esprit. Eh oui... L'écologie doit beaucoup à «Hara-Kiri». C'est la famille

du Square qui a créé, lancé «La Gueule Ouverte» après avoir permis longuement à Fournier de s'exprimer chaque semaine. Bugey aussi, faut pas l'oublier, c'était «Hara-Kiri». Rappelez-vous l'atmosphère : à l'époque, qui, dans la presse, s'intéressait au danger écologique ? Qui d'autre aurait alors pris le risque d'appeler à un rassemblement anti-nucléaire ? Hein, qui ? C'est un hommage ? Mais oui, bien sûr, c'est un hommage. Et un appel. Cavanna lance un truc, on va pas le laisser tout seul. Il a envie de mettre sur pied une manifestation (marche ? fête ? autre chose ?) anti religieuse, anti dogmatique, anti obscurantisme. Pour tous renseignements et toutes suggestions, écrivez de notre part à Cavanna, 10 rue des Trois Portes, 75005 Paris.

I.C.